

**FPJQ: RESTER CRÉDIBLE DANS UN MONDE POLARISÉ**  
PAGES 8 ET 9



**BRIAN MYLES**  
**UN MOT SUR LE TITRE PROFESSIONNEL**  
PAGE 3



# LA PRESSE

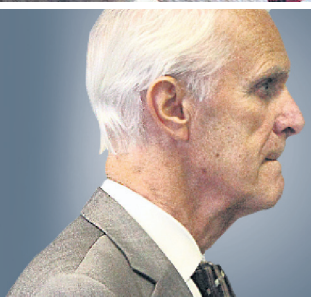
ÉDITION SPÉCIALE  
JOURNAL DU CONGRÈS 2012



MÉDIAS SOCIAUX

# LE POIDS DES MOTS, LE CHOC DU RÉSEAU

**LA CRISE ÉTUDIANTE**  
PAGE 4

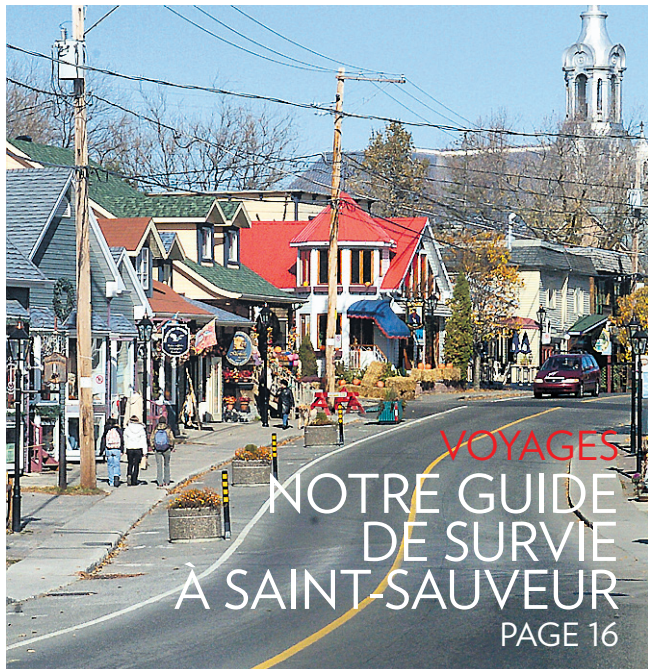


**LE PROCÈS DELISLE**  
PAGE 5



**DES ÉLECTIONS À LA VITESSE DE L'ÉCLAIR**  
PAGES 12 ET 13

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE



VOYAGES  
**NOTRE GUIDE DE SURVIE À SAINT-SAUVEUR**  
PAGE 16

**RADIO DÉBAT SUR LA DIFFUSION DE L'ENTREVUE DE RICHARD BAIN**  
PAGE 11

**LAFIN DU AM À QUÉBEC**  
PAGE 10



**FORUM FRANÇOISE DAVID ET JEAN-MARTIN AUSSANT**  
PAGE 14



PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE

**DRAMES FAMILIAUX Y A-T-IL UNE BONNE MANIÈRE D'EN PARLER?**  
PAGE 6

**La Société canadienne du cancer a plus d'impact contre plus de cancers dans plus de communautés que n'importe quelle autre organisation au pays.**

Pour toute question sur le cancer

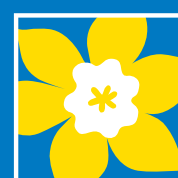
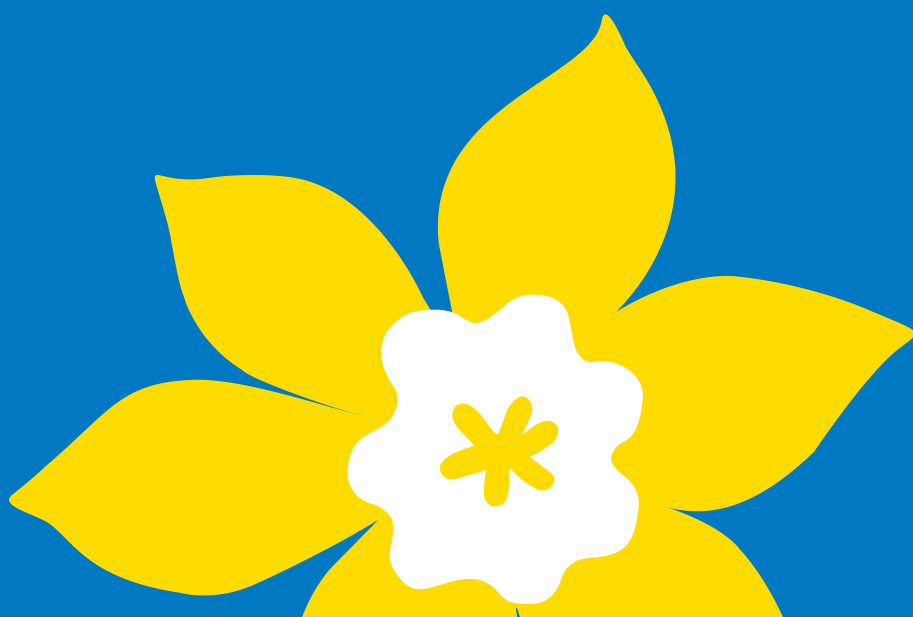
Pour connaître les enjeux liés à cette maladie

Pour obtenir des chiffres et faits à jour

Pour coordonner des entrevues avec nos bénévoles et employés

Contactez-nous

514 255-5151  
abeaulieu@quebec.cancer.ca  
cancer.ca  
facebook.com/sccquebec



Société canadienne du cancer

# Fiers de peser dans la balance.

En s'impliquant dans la réforme du droit d'ici et d'ailleurs, le Barreau du Québec et ses bénévoles contribuent chaque jour à l'avancement de la justice.

# Sans titre

À pareille date l'an dernier, les membres de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) apprenaient avec stupéfaction que le projet de création d'un statut professionnel de journaliste était dans l'impasse, les principaux partenaires de l'aventure étant incapables de s'entendre à la fois sur les modalités d'attribution, ainsi que sur la finalité du titre. Prenant acte de la volonté de l'assemblée générale de donner « une dernière chance » au titre, le conseil d'administration a écrit à la ministre de la Culture et des Communications de l'époque, Christine St-Pierre, en janvier dernier. Au moment de mettre sous presse, pour reprendre l'expression consacrée, nous attendions toujours une réponse...



**BRIAN MYLES**

Cette lettre à la ministre résumait la position de la FPJQ: l'instauration d'un titre serait un facteur positif dans le développement de l'information, sous réserve qu'il ne soit pas imposé de force à ceux qui n'en veulent pas, et que le milieu journalistique reste aux commandes des modalités d'attribution. Définir qui est journaliste, ou qui ne l'est pas, est une question complexe qui ne saurait reposer entre les mains de bureaucrates ou d'une nouvelle organisation se rapportant ultimement à l'Assemblée nationale, tel que le souhaitait le ministre. La liberté de presse est trop précieuse, et les acquis sont trop fragiles pour permettre une intrusion si manifeste de l'État dans les affaires de la presse.

La lettre faisait également le constat de l'incapacité de la FPJQ à fédérer les organisations du milieu journalistique autour de sa proposition initiale de titre autogéré, dans une perspective d'ouverture et de tolérance à l'égard des opposants. Nos partenaires l'entendaient autrement.

Le Conseil de presse du Québec a vu dans la création d'un titre l'occasion de contraindre toutes les entreprises de presse à reconnaître son autorité suprême en matière de déontologie, en observant un code de déontologie unique et en contribuant à son financement. Le CPQ a même suggéré qu'il faille éventuellement détenir le titre pour accéder à la Tribune de presse de l'Assemblée nationale. Ces positions hégémoniques n'ont jamais été débattues au sein de son propre conseil.

Certains syndicats de journalistes ont confondu le titre professionnel avec un permis de travail, quand ils n'étaient tout simplement pas contre l'idée même d'un

titre. À leurs yeux, le titre et le code de déontologie devaient être imposés par une loi à tous les journalistes syndiqués et aux entreprises de presse. Ils cherchaient non seulement à uniformiser la profession autour de normes communes, mais aussi à protéger les syndiqués de représailles potentielles de leur employeur.

Au final, ces profondes divergences philosophiques

ont incité humblement la FPJQ à s'en remettre à la ministre de la Culture et des Communications. Elle seule

de respecter les principes d'ouverture et d'autogestion que la Fédération a toujours observés dans ce débat qui ne

En terminant, je m'en voudrais de ne pas souligner la contribution exemplaire de Lise Millette, rédactrice en chef du *Trente*, et des artisans de *La Presse*. Ils ont travaillé de pair pour produire le journal du congrès que vous tenez entre vos mains. Au nom de la FPJQ, je leur dis merci. C'est grâce à la contribution de ses membres et au soutien de ses partenaires que la Fédération peut poursuivre sa mission. Je vous souhaite à tous un excellent congrès, à la hauteur de vos attentes et de vos ambitions.

**Brian Myles**  
Président de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ)

**C'est grâce à la contribution de ses membres et au soutien de ses partenaires que la Fédération peut poursuivre sa mission.**

détenait le pouvoir de donner suite aux volontés contradictoires exprimées par le milieu journalistique, avon-nous rappelé. Elle seule pouvait présenter un projet de loi que la Fédération s'engageait à appuyer, noir sur blanc. À la condition

fera jamais l'unanimité.

C'était en janvier 2011. Depuis, le débat sur le titre est entré dans sa phase hivernale. La FPJQ aura tout fait pour obtenir ce statut professionnel tant convoité par une bonne partie de ses membres. Tout, sauf renier ses principes.



Christine St-Pierre, ancienne ministre de la Culture et des Communications, en discussion avec Brian Myles, président de la FPJQ.

PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

**Nous prenons de vos nouvelles chaque matin. Pour en prendre des nôtres...**

RELATIONS MÉDIAS  
514 847-5493  
medias@lacaisse.com  
www.lacaisse.com



**Caisse de dépôt et placement du Québec**

## CONGRÈS FPJQ

# Une crise étudiante salutaire pour les médias ?

MARC GOSSELIN

Maintenant que les étudiants sont de retour dans en classe, un temps d'arrêt s'impose pour faire le point sur le travail des médias lors de la crise étudiante.

«Notre couverture de la crise étudiante a été faite selon les normes de la profession. Le débat a été tellement polarisé que certaines parties l'ont mal pris parce que les nouvelles et les reportages n'allaient pas dans le sens qu'elles voulaient», soutient Pierre St-Arnaud, journaliste à La Presse Canadienne et à NTR.

Un point de vue que corrobore David Santerre, journaliste à La Presse. C'était impossible d'avoir une argumentation avec bien des manifestants, dit-il. «La crise a atteint son paroxysme lors de la reprise des cours en août. C'était devenu difficile de faire notre travail.»

Les journalistes, les photographes et les cameramans ont également eu maille à partir avec les policiers. «J'ai décidé de rester avec les manifestants lors d'une prise en souricière de 500 personnes, à proximité de la rue Saint-Denis. J'ai rapporté des conversations entre les manifestants et les policiers. Surtout, je voulais voir comment ça se passait de l'intérieur. Je peux vous dire que le SPVM n'était pas content, le lendemain, de la publication de ce texte.»

Le professeur de journalisme de l'École des médias de l'UQAM, Jean-Hugues Roy, abonde dans le même sens. Si on ne vit pas la manifestation comme un manifestant, comment peut-on couvrir celle-ci? demande-t-il. «C'est difficile de rapporter ce qui se passe vraiment quand on reste sur les lignes de côté», image-t-il.

## Médias sociaux et journalisme

Les médias sociaux ont permis à plusieurs journalistes de mettre leur nez dans la circulation virtuelle. Toutefois, les collègues interrogés dans le cadre de ce reportage n'ont pas tous fait la même utilisation des médias sociaux lors de la crise étudiante.

Pierre St-Arnaud,

Les représentants des médias ont eu maille à partir avec certains étudiants et policiers.



PHOTO PATRICK SANFAÇON, ARCHIVES LA PRESSE

## RÉPARTITION DE LA COUVERTURE DU CONFLIT ÉTUDIANT

Selon les genres journalistiques, par quotidien, sur l'ensemble de la période.

	LE JOURNAL DE MONTRÉAL	LA PRESSE	LE DEVOIR	THE GAZETTE
Nouvelle	46%	42%	36%	49%
Chronique	34%	24%	13%	15%
Lettre d'opinion et courrier du lecteur	11%	17%	33%	23%
Analyse	2%	3%	7%	5%
Éditorial	0%	4%	4%	4%
Brève	4%	6%	1%	2%
Portrait	1%	2%	3%	2%
Entrevue	2%	3%	1%	0%
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

vétéran journaliste à La Presse Canadienne et à NTR, ne tourne pas autour du pot: «Je n'ai pas de temps à perdre avec Twitter et Facebook. Mon boulot, c'est de rapporter ce qui se passe sur le terrain. De toute manière, n'importe qui y dit n'importe quoi.»

En fait, le seul tweet utile lors de la crise était celui du SPVM déclarant une manifestation illégale, ajoute-t-il. «Ça nous permettait de préciser

l'heure à laquelle une manifestation n'était plus tolérée.»

David Santerre raconte à quel point les réseaux sociaux sont devenus un véritable téléphone arabe pendant la crise. «Je me souviens d'une photo de mon collègue Ivanoh Demers, publiée à la une de La Presse durant le week-end du Grand Prix, où on pouvait voir un agent frapper durement un manifestant. Au fil des retweets, la mention que cette photo venait de La Presse est

partie et à un certain moment, on a dit que ce n'est pas La Presse qui montrerait de telles photos!»

Le professeur de journalisme de l'École des médias de l'UQAM, Jean-Hugues Roy, ne partage pas l'opinion de ses anciens collègues. La crise étudiante est plutôt l'une des rares occasions où les journalistes ont constaté que leur travail était surveillé. «C'est une bonne affaire.»

L'ancien journaliste de

Radio-Canada reconnaît tout de même que la suspicion a soustrait le discours de bien des utilisateurs des réseaux sociaux à l'égard du travail des médias lors de cette crise. «Les médias se sont fait servir leur propre médecine.»

## Des médias à la hauteur

«Les citoyens qui ont accusé les médias de parti pris pendant la crise des médias se sont trompés. Certes, il y avait du contenu favorable ou défavorable aux deux parties [étudiants et gouvernement], mais c'était d'abord pour des chroniques et de l'éditorial plutôt que pour des reportages», explique Daniel Giroux, directeur du Centre d'études sur les médias (CEM).

Le CEM a profité de l'occasion pour mener une étude sur le travail des médias lors de la crise étudiante. L'ensemble du matériel publié dans les quatre plus importants quotidiens montréalais (La Presse, Le Devoir, Le Journal de Montréal et The Gazette) a été passé au peigne fin par l'équipe du CEM. Les indices allaient de deux points (un article très favorable) à moins deux points (article très défavorable) aux protagonistes, c'est-à-dire le mouvement étudiant, le gouvernement et le mouvement étudiant opposé à la grève.

Premier constat: c'est le gouvernement Charest qui a été le plus défavorisé dans la catégorie «nouvelle, brève, portrait et entrevue», tandis que le mouvement étudiant l'a également été, sauf dans Le Devoir, dans la catégorie «chronique et éditorial».

Deuxième constat: les lettres d'opinion et le courrier du lecteur ont accentué les positions éditoriales de certains quotidiens comme Le Devoir et The Gazette. «C'est tout à fait normal, car les lecteurs s'identifient à ce qu'ils lisent dans leur journal», explique M. Giroux.

«On ne peut pas dire que les médias ont dérapé ce printemps, commente Florian Sauvageau, président du Centre d'études sur les médias et professeur émérite de l'Université Laval. Par exemple, je me rappelle que j'étais directeur de la rédaction au Soleil lors du Front commun de 1972 et de l'emprisonnement des trois chefs syndicaux. Je peux vous dire qu'on accordait plus d'importance aux manifestations qu'à l'état des finances publiques.»

Les résultats complets de cette étude du CEM seront présentés durant le congrès.

## Une peur soudaine

Le photographe du Devoir, Jacques Nadeau, n'a rien manqué de la crise étudiante. «J'ai travaillé 119 jours sur une séquence de 120», dit-il. Jacques Nadeau croit qu'à titre de photographe de presse, «il faut que tu saches à qui tu as affaire». Pas question, par exemple, de braquer ta caméra devant des membres du Black Bloc. Tu ne leur verras pas le visage, dit-il. «Le job d'un photographe de presse consiste à anticiper le mouvement et ne pas avoir peur d'aller dans la circulation», un peu à l'image d'un joueur de hockey marquant ses buts de l'enclave.

Reste qu'à une occasion, Jacques Nadeau aurait préféré ne pas se retrouver au milieu de la cavalerie. Un cheval l'a chargé, le 16 mai, alors qu'il couvrait une manifestation en marge de l'assemblée annuelle des actionnaires de Power Corporation. «C'est une peur difficile à décrire. Souvent, la peur monte tranquillement, mais dans ce cas-ci, on peut parler d'une peur soudaine. Le cheval m'a fait tomber en une fraction de seconde. Un des trois appareils photo que je portais s'est brisé. En fait, le choc a été tellement violent que la lentille s'est retrouvée complètement dans le boîtier», explique le photographe.

«Si le cheval avait été le moins méchant, il m'aurait piétiné. Je continue de croire que c'était un attentat. Le trottoir où je me trouvais, rue Saint-Antoine, était large de 10 pieds. La cavalière disposait d'amplement d'espace pour m'éviter», raconte-t-il. Même si la poussière est retombée, le propos de Jacques Nadeau est toujours aussi vif.

Le photographe tire des leçons de la crise étudiante. D'un point de vue personnel, il dit n'avoir jamais vu une telle énergie au Québec. Journalistiquement parlant, la crise a montré l'importance d'être sur le terrain pour regarder ce qui se passe. «On doit aller sur le terrain, parler aux gens, aux manifestants, aux policiers. Ça ne s'applique pas seulement aux reporters, mais aussi aux chroniqueurs. Qu'ils sortent», ajoute-t-il.

ASSOCIATION  
DES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS  
POUR DES CHOIX ÉCLAIRÉS

16<sup>e</sup>  
ÉDITION

PRIX  
D'EXCELLENCE

Caisse de dépôt et placement du Québec  
Bank of America Merrill Lynch

EN JOURNALISME  
ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Economic and Financial Journalism Award

► Radio ► Télévision ► Imprimé ► Électronique

Caisse de dépôt et placement  
du Québec

Bank of America  
Merrill Lynch

DATE LIMITE D'INSCRIPTION

2012.11.13

TÉLÉPHONE ► 514.342.7537  
SANS FRAIS ► 1.866.342.7537  
COURRIEL ► secretariat@economistesquebecois.com

www.economistesquebecois.com

SCFP

Syndicat canadien de  
la fonction publique FTQ

SUR TOUTES  
LES  
TRIBUNES



scfp.qc.ca



@SCFPQuebecInfos



SCFP-Québec Infos

# Couverture journalistique et *live-tweeting* du procès Delisle

OLIVIER PARENT

Le procès de Jacques Delisle s'annonçait historique. Le verdict du jury l'a confirmé en condamnant, pour la première fois au Canada, un ancien juge accusé de meurtre prémédité. La cause aura marqué les annales judiciaires du Québec pour une autre raison : les journalistes ont pu rapporter sur Twitter la teneur des audiences depuis la salle de cour. Une pratique mise au ban par certains observateurs – dont le fils de l'accusé – et encouragée par de nombreux lecteurs. Retour sur le *live-tweeting* du « #procèsDelisle ».

J'ai été parachuté au procès Delisle, *the talk of the town* à Québec. Je me suis joint à son *live-tweeting*, déjà amorcé par d'autres médias, avec les yeux brillants d'un jeune premier et la rigueur comme point d'honneur. J'y ai été affecté lors de la deuxième semaine, alors qu'un respecté collègue a dû s'absenter pour des raisons de santé.

Le *live-tweeting* a été mis en branle tout naturellement par des confrères du *Journal de Québec*, du FM93 et de TVA. Ceux-ci ont obtenu auprès des constables spéciaux la permission d'utiliser leur appareil mobile à l'intérieur de la cour afin de limiter leurs allers et venues dans la salle.

Les iPhone, Blackberry et iPad sont tolérés pour la durée du procès? Profitons-en pour *tweeter*! C'est à peu près le raisonnement qui s'est fait.

Auparavant, seul le procès des Shafia, en Ontario, avait suscité un intérêt aussi grand sur Twitter, mais là encore, les journalistes s'y ruaiement seulement à l'extérieur de la salle de cour – le juge ayant balisé l'utilisation des appareils électroniques. On compte aussi quelques causes médiatisées au Canada où le juge a donné le feu vert au *live-tweeting* à partir de la salle de cour, dont celle de l'ancien colonel Russell Williams, en 2010. Mais Twitter n'avait alors pas le rayonnement qu'il a aujourd'hui.

## Aucun avis

Le juge chargé du procès Delisle n'a émis aucun avis sur l'utilisation des appareils électroniques et des médias sociaux à l'intérieur de la salle. La couverture en direct sur Twitter s'est ainsi imposée au sein du groupe de journalistes réguliers. Dès la sélection du jury, trois ou quatre journalistes se sont remués les pouces pour y livrer les moindres détails. Ces premiers *tweets* ont été adoptés par les abonnés des journalistes, qui ont rapidement vu leur nombre de « suiveurs » exploser, et le mot-clic « #procèsdelisle » a ainsi fait son nid dans la *twittosphère*. Si bien qu'à la deuxième semaine du procès,



PHOTO JOCELYN BERNIER, ARCHIVES LE SOLEIL

Les journalistes de Québec ont utilisé à profusion la plateforme Twitter durant le procès de l'ex-juge Jacques Delisle.

il était devenu incontournable de se mettre au *live-tweeting*. Sinon, on se sentait dépassé et hors jeu. Donc, sans même qu'on me le demande, j'ai voulu mettre ma couleur dans la couverture en direct et y représenter le média pour lequel je travaille.

J'ignorais encore dans quelle aventure je m'étais embarqué.

D'abord, l'écoute attentive des témoignages et des contre-interrogatoires relève de l'exploit à travers les notes, les *tweets* et les *breaking news*. Bien sûr, nos gazouillis aident à synthétiser et à mettre en forme la preuve des deux parties. Mais encore faut-il s'adonner à un tri dans le déluge d'informations débité devant la cour. À un certain point que, pendant le procès, nous en étions à détailler le diamètre de la balle ayant tué la femme de Jacques Delisle ou le curriculum vitae d'un expert appelé à la barre.

Une fois dans la salle de presse, les questions fusaient de toutes parts pour s'échanger les informations loupées entre deux échanges de 140 caractères et s'assurer de la véricité de nos gribouillis. Les débats (toujours amicaux) sur notre compréhension des choses n'auraient sans doute pas été si nombreux sans les distractions de Twitter. Et la chasse aux « scoops », aussi

exacerbée. Par scoop, on entend ici les détails et spéculations qu'il fallait pianoter le premier pour s'assurer d'un maximum de *retweets*. Qui est cette femme toujours aux côtés de Jacques Delisle? Quel roman feuillette-t-il pendant les temps d'attente? À quel moment son ancienne maî-

**J'ai voulu représenter le média pour lequel je travaille. J'ignorais encore dans quelle aventure je m'étais embarqué.**

tresse viendra-t-elle témoigner? Même s'ils survivaient rarement aux versions finales de nos articles et topos, ces faits croustillants nous permettaient de nous démarquer par rapport aux informations relayées par tous.

## Véricité de l'information

Dans cette course instantanée, quelques journalistes se sont fait accuser d'avoir un biais pro-Couronne ou d'escamoter le principe de présomption d'innocence en condamnant à l'avance l'ex-juge de la Cour d'appel. Les *tweetfights* avec des observateurs ont certes animé nos discussions, mais n'ont pas manqué

de remettre en question notre façon de livrer l'information sur Twitter. Vrai qu'elle était parfois hâtive, parfois sans nuance ni contexte en raison du nombre limité de caractères qui nous est imparti, et nous nous en confessons.

De l'intérieur comme de l'extérieur, le *live-tweeting* a créé une certaine intensité autour du procès Delisle, le rendant encore plus palpitant qu'il l'était en réalité, soit très technique en raison de la preuve balistique. Une intensité qui a atteint son paroxysme le jour du verdict, après quelque 15 heures de délibération du jury.

Des journalistes (moi compris) avaient peine à contenir leur fébrilité à quelques minutes du dénouement du procès qui les avait tenus éveillés pendant près de six semaines. Nous *tweetions* pour *tweeter*, parce que nous nous savions lus. Nous avons fait le décompte avant l'arrivée de Jacques Delisle, parlé de sa famille, des avocats de part et d'autre, des curieux, de l'ascenseur qui monte à l'étage. Des faits laconiques, presque sans saveur.

## Le moment attendu

À la tombée du verdict, je me souviens parfaitement du moment où mon *tweet* « Jacques Delisle est déclaré coupable » est devenu plus

important que de saisir l'émotion et la gravité dans la salle. Pour le reste, quelques souvenirs confus. Il a d'ailleurs fallu se concerter entre journalistes pour remettre de l'ordre dans les derniers instants de liberté de Jacques Delisle, que nous avons passés en partie les yeux rivés sur nos téléphones intelligents respectifs.

## Le fils s'emporte

Sonné par le verdict, le fils de Jacques Delisle s'est emporté contre les journalistes toujours présents dans la salle alors que son père, reconnu coupable du meurtre prémédité de sa mère, était menotté et escorté par les policiers. « Je peux pas croire qu'en tant que société, on est rendus là. Criss, j'étais dans l'auto, esti, pis ça *tweetait*. "Vite, vite, vite", j'étais même pas rendu! Ça pas de bon sens, [il y a] quelque chose de fucké. Ça marche pas, Twitter, ça pas de bons sens », a-t-il fulminé. Tout juste avant sa diatribe contre Twitter, je m'activais à y relater qu'il s'était vu refuser par les policiers un « câlin » à son père. La situation était d'une ironie déstabilisante. Avant de quitter le palais de justice, le fils Delisle nous a appelé, deux collègues et moi, à réfléchir à ses propos.

Près de six mois plus tard, la réflexion est loin d'être terminée.

**SUIVEZ-NOUS!**

YouTube Facebook LinkedIn Twitter

**Cascades**  
VERT DE NATURE™

RÉCUPÉRATION + EMBALLAGE + PAPIERS CASCADES.COM

## CONGRÈS FPJQ



PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, ARCHIVES LA PRESSE

Le Conseil de presse du Québec se penchera sur la question de l'effet d'entraînement.

# Drames familiaux : l'effet d'entraînement existe-t-il ?

NATHALIE CÔTÉ

Le procès de Guy Turcotte a fait couler énormément d'encre au printemps 2011. L'abondance de reportages a-t-il pu engendrer un effet d'entraînement ? Le coronar Yvon Garneau craint que oui.

Dans son rapport sur un drame familial survenu en mai 2011 à Saint-Edmond-de-Grantham, il recommande au Conseil de presse du Québec « que la diffusion d'informations sur les drames intrafamiliaux soit restreinte et pertinente ». Dans le document, il cite la psychologue Suzanne Léveillé : « Ils (les personnes vivant difficilement une rupture) peuvent se sentir victimes du système judiciaire, en colère et en détresse. Ces personnes présentent une personnalité fragile et, face à certains stress, n'arrivent pas à se contenir et passent à l'acte. De plus, durant cette période de fragilité intense, il est fort possible qu'ils deviennent influençables devant les commentaires des gens autour d'eux, incluant les propos et

événements (dramas familiaux) relatés dans les médias. »

## Manque de sérieux

Le président de la FPJQ, Brian Myles, se dit « indigné du manque de sérieux du rapport du coronar ». « Le coronar s'est improvisé expert pour un champ dans lequel il n'a aucune compétence, soit l'analyse du discours médiatique et de ses effets. Il n'avance pas les preuves pour soutenir sa recommandation. Il le pense et par conséquent, il se permet de l'affirmer. Ça ne vaut ni plus ni moins que l'opinion d'un citoyen. Il n'y a rien là-dedans qui nous aide à faire le débat sur la couverture des drames familiaux », tranche-t-il.

En entrevue, le coronar admet ne posséder aucune étude démontrant que la médiatisation de drames familiaux peut avoir un effet d'entraînement. Voilà une raison pour laquelle il recommande au comité d'experts de l'Université Laval chargé de l'étude des dossiers de drames familiaux au Québec, « de produire

un rapport le plus rapidement possible étant donné l'urgence de la situation ». Cela dit, le simple fait de s'interroger sur un lien de cause à effet justifie, selon lui, « d'amener cette recommandation au Conseil de presse pour qu'on en discute ».

## Comme les suicides ?

Par ailleurs, M. Garneau établit un parallèle entre les drames familiaux et les suicides. « On s'est aperçu que la médiatisation des suicides avait un effet d'entraînement. Depuis, une éthique journalistique s'est écrite, souligne-t-il. Il y a bien des façons de parler des drames familiaux sans entrer dans les détails sordides. On peut donner de la publicité à des organismes aidant des gens en détresse au lieu d'en donner au tueur. »

Dans le cas des suicides, l'Association des psychiatres du Canada (APC) a effectivement publié des lignes directrices de couverture médiatique. « L'explication simpliste du suicide, le compte rendu détaillé à l'excès, le ton

sensationnel ou morbide, des renseignements précis sur le moyen, l'idée que le suicide est la solution à des problèmes, ou l'accent exclusif sur les caractéristiques positives de la victime sont vus en général comme des façons de favoriser la contagion du suicide », écrit-on.

De telles recommandations n'existent toutefois pas pour les drames familiaux. D'ailleurs, l'APC dispose de peu de données à ce sujet. Une rare étude a été publiée en 2009 en Espagne et montre un certain effet d'entraînement dans les cas de meurtre du conjoint. Une autre, réalisée en 1989 aux États-Unis, indique que la médiatisation des meurtres et des suicides de masse a un impact sur le taux de suicide, mais pas sur le nombre d'assassinats.

Le président de la FPJQ, lui, doute que la médiatisation des drames familiaux ait un effet d'entraînement. « L'impact des médias (au sens large) sur les comportements humains a été beaucoup étudié, notamment la question de la violence à la télé. Or, les études longitudinales

les plus sérieuses montrent que l'exposition à la télévision n'entraîne pas plus de violence chez les jeunes. Les déterminants sociaux sont beaucoup plus importants. »

## Le Conseil de presse se penche sur la question

De son côté, le Conseil de presse se penchera sur la question. « Nous sommes entrés en contact avec le groupe de recherche de l'Université Laval qui étudie les drames familiaux et nous allons examiner tout ça. Il nous faut des informations plus fouillées et plus précises qui analysent les liens entre la couverture journalistique et la commission de drames familiaux », indique Guy Amiot, secrétaire général.

Mais en attendant, tant M. Amiot que M. Myles rappellent qu'un certain nombre de balises encadrent déjà la couverture journalistique. « Le code de déontologie n'est pas dépourvu de ce côté, rappelle M. Amiot. Ce n'est pas la liberté totale où on se fout des conséquences de la couverture. »



## TOUTE UNE SOURCE D'INFORMATION !

### RELATIONS AVEC LES MÉDIAS

Caroline Lemieux  
Tél. : 418 651-3220  
Cell. : 418 570-9716  
clemieux@fcsq.qc.ca  
Twitter : @fcsq

www.fcsq.qc.ca



La Fédération  
des commissions  
scolaires  
du Québec

L'ÉDUCATION  
PUBLIQUE  
AU QUÉBEC

Des forces qui s'additionnent  
Des succès qui se multiplient

www.desforcesquisadditionnent.ca

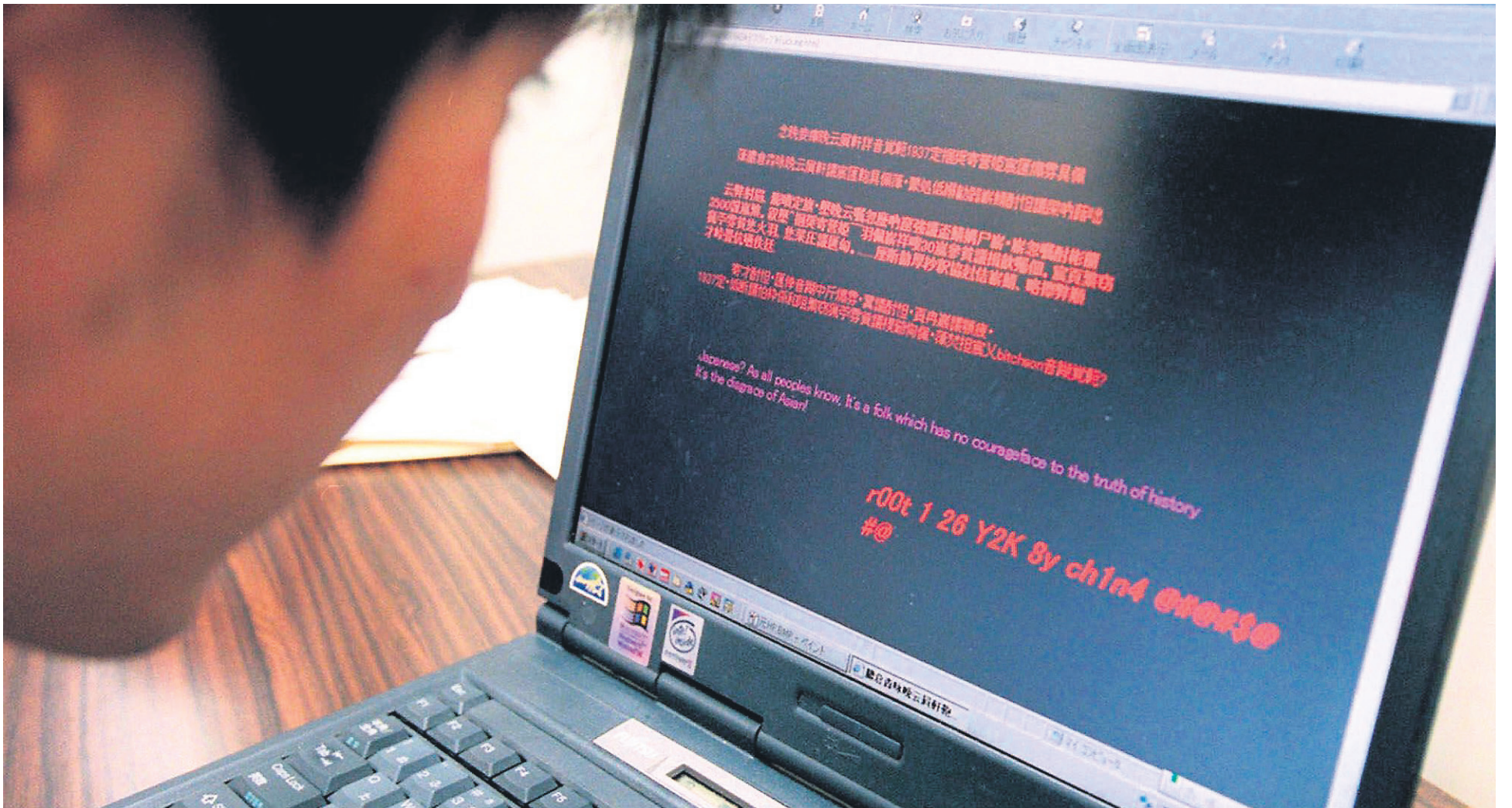


PHOTO ARCHIVES THE ASSOCIATED PRESS

Les médias québécois s'intéressent au journalisme de données depuis peu.

JOURNALISME DE DONNÉES

# Y a-t-il un hacker dans la salle (de rédaction)?

STEVE PROULX

Selon le magazine *Think Quarterly* (mars 2011), avant 2003, l'humanité avait généré cinq milliards de gigabits de données. Aujourd'hui, c'est la quantité que nous générons... tous les deux jours.

Ce sont les déluges de statuts Facebook, de gazouillis sur Twitter, de requêtes sur Google. Ce sont aussi les millions de bases de données, publiques ou privées, renfermant à peu près tout ce que l'homme peut collectionner, compiler, calculer ou mesurer.

Les données sont déjà le pain et le beurre d'une multitude d'entreprises qui en tirent des profils de consommateurs, évaluent votre cote de popularité dans les réseaux sociaux et décodent le génome humain.

Or, les données peuvent

aussi raconter le présent. Elles sont les artefacts du grouillement des sociétés. Et pour les médias, elles sont désormais d'incontournables sources d'informations.

Il faudra y plonger à deux mains. J'en ai l'infime conviction: dans un avenir rapproché, des experts capables de dompter ces données et leur tirer les vers du nez seront aussi indispensables aux salles de presse que le sont aujourd'hui les photographes.

Une partie de l'évolution de la profession passera par le journalisme de données. Mais comment se développera la profession? Et où en sommes-nous au Québec?

Une révolution en marche

Ça grouille autour des données. La Columbia Graduate School of Journalism a lancé un programme portant sur le

journalisme numérique et le journalisme de données. On y accepte surtout des pros de l'informatique, car on juge qu'il est plus facile d'apprendre à un programmeur les principes journalistiques que d'apprendre à un journaliste à coder.

Plus modestement, à l'UQAM, le baccalauréat en communication (journalisme) veut intégrer chez les finissants des réflexes de «débrouillardise numérique», selon Jean-Hugues Roy, journaliste et professeur à l'École des médias de l'UQAM.

Le *New York Times*, *The Guardian* ou encore la BBC ont déjà des équipes spécialisées dans le «data journalism».

Au Québec, les grands médias en sont pour la plupart au stade de l'expérimentation. Le quotidien *The Gazette* a un journaliste de données,

Roberto Rocha. *La Presse* s'est frottée aux données pendant la dernière campagne électorale avec sa carte interactive «Pour qui ont voté vos voisins». Le *Journal de Montréal* a aussi donné dans la géomatique récemment avec sa controversée carte des «agresseurs sexuels».

L'auteur de ces lignes s'est également converti au journalisme de données il y a un an en fondant l'agence 37° AVENUE, qui se spécialise dans la visualisation de données au service des entreprises de presse. Nous avons produit des graphiques pour *Protégez-Vous*, *Métro*, *Châtelaine*, *Jobboom* et *Yahoo!* Québec.

Or, l'éclosion d'une véritable communauté québécoise de journalistes de données se heurte pour l'instant à un problème de compétences... et de moyens.

Car il faut le dire, si les efforts mis actuellement pour convaincre les gouvernements de communiquer leurs données sont une cause de journalistes, fabriquer du sens avec cette matière brute représente avant tout un défi technologique. Il faut des programmeurs pour manipuler ces données, les nettoyer, les structurer et les faire parler.

Et si les compétences en informatique sont utiles pour mener à bien des projets de journalisme de données, des connaissances en statistique ou en design graphique interactif le sont tout autant.

En bref, le journalisme de données risque fort de se pratiquer en équipe. J'ai en effet peu d'espoir qu'un seul super journaliste puisse avoir dans son baluchon toutes les connaissances spécialisées requises.

Pour voir émerger un journalisme de données à la québécoise, il faudra donc réunir différents talents autour de la table.

Et dans ce contexte hautement techno, le journaliste pourrait bien évoluer en une sorte de gestionnaire dont la tâche serait de diriger les opérations, et d'insuffler à son équipe de *hackers* les valeurs qui animent la profession journalistique.

Celui qu'on nommera «journaliste de données» aura donc le rôle de raconter les données.

Centrale des syndicats du Québec  
**CSQ**

l'information, c'est la liberté.  
La diversité de l'information, c'est l'assurance de la liberté!

Abonnez-vous aux fils de presse RSS

csq.qc.net    twitter.com/csq\_centrale

Service de relations de presse CSQ  
Marjolaine Perreault • 514 235-5082 • perreault.marjolaine@csq.qc.net  
Claude Girard • 514 237-4432 • girard.claude@csq.qc.net

POUR TOUT SAVOIR SUR LES QUESTIONS DE CONSOMMATION AU QUÉBEC

protégezVOUS MIEUX CONSOMMER. MIEUX VIVRE    www.protegez-vous.ca

# CONGRÈS FPJQ PROGRAMME DE LA FIN DE SEMAINE



Fédération professionnelle des journalistes du Québec

1012, av. Mont-Royal E., bureau 105, Montréal, QC, H2J 1X6 Téléphone 514 522-6142 Télécopieur: 514 522-6071 info@fpjq.org www.fpjq.org

## VENDREDI 16 NOVEMBRE

9h à 22h >

### Table d'inscription

#### Ateliers de perfectionnement professionnel

Le coût des ateliers de perfectionnement du vendredi n'est pas inclus dans les frais d'inscription au congrès. On s'y inscrit séparément.

**Ateliers d'une demi-journée:** 25 \$ (membres de la FPJQ) ou 50 \$ (non membres).

**Ateliers d'une journée:** 45 \$ (membres de la FPJQ) ou 90 \$ (non membres)

Inscriptions obligatoires avant

le vendredi 9 novembre 2012 à la FPJQ au 514 522-6142 ou en ligne à fpjq.org.

10h à 16h

### Faire carrière à la pige 1 et 2 (journée complète)

Le tour de la question en une journée. Comment trouver de bonnes idées d'articles, comment rédiger un synopsis convaincant, comment parvenir à vendre un article, comment profiter du web. Comment exécuter le travail, de la commande à la livraison finale, comment négocier, comment garder le contrôle, comment utiliser le droit d'auteur, comment entretenir des relations fructueuses avec les rédacteurs en chef. Comment gérer vos affaires: les mauvaises créances, le fisc, les déductions, les assurances, la publicité et l'organisation commune du travail.

**Avec Jean-Benoît Nadeau,** journaliste indépendant et auteur de nombreux livres

### Créer votre site WordPress 1 et 2 (journée complète)

Vous aimeriez avoir un site web mais vous trouvez que c'est trop compliqué? Que ce soit pour bloguer, entretenir un portefeuille ou un curriculum vitae, partager vos articles ou un projet personnel, créer un site WordPress est plus facile qu'il n'y paraît et le tout peut se faire à un coût minimum! Cet atelier vous permettra de réaliser votre projet, de A à Z. À la fin de la journée, votre site est prêt. On vous oriente vers les choix les plus judicieux pour organiser votre site, comprendre les notions de base requises et commencer à personnaliser votre présentation. Vous avez besoin d'une carte de crédit et d'un portable bien chargé. Prévoyez des frais de \$10 à \$40 pour l'enregistrement de votre nom de domaine et par la suite de \$5/ mois pour les frais d'hébergement.

**Avec André Parent,** ancien journaliste-rédacteur à TVA et chargé de cours à l'Université de Montréal

10h à 12h30

### Photojournalisme: entre composition et information

Difficile de s'improviser photographe de presse! Il est pourtant courant qu'on demande aux journalistes de prendre quelques clichés lors de leurs déplacements. Comprendre les principes de base d'une photo, les prises de vue, les règles de composition de l'image vous sera

certaines utiles pour améliorer vos compétences journalistiques. Mieux encore, votre formatrice vous explique également comment intégrer votre information dans l'image. Il s'agit d'un cours de photo spécifiquement conçu pour les journalistes.

**Avec Caroline Hayeur,** photographe de presse, Agence Stock Photo et chargée de cours à l'Université de Montréal

### Structurez un texte magazine

À l'aide d'exemples bien réels, vous apprendrez ce qui fait la différence entre un texte qu'on abandonne dès le départ et un texte qu'on ne peut lâcher avant d'être arrivé à sa chute. L'écriture magazine est un art raffiné qui s'apprend et qu'on peut perfectionner même quand on possède déjà une certaine expérience.

**Avec Louise Gendron,** rédactrice en chef Reportages, Châtelaine

13h30 à 16h

### Comment organiser des enquêtes complexes

Les pistes à suivre lorsqu'on veut entreprendre une enquête de fond sur un sujet donné. Par où commencer? Comment s'organiser? Comment structurer son enquête? Cette session vous sera utile pour connaître les étapes à suivre au fur et à mesure que votre enquête progresse.

**Avec Julian Sher,** journaliste d'enquête, Toronto Star

### L'utilisation journalistique des réseaux sociaux

Cette session s'adresse à ceux et celles qui utilisent déjà les principaux réseaux sociaux et qui veulent en maximiser l'utilisation. Les thèmes abordés: trouver l'information - les crises - les interviews - Les nouveaux formats - développer une communauté vivante - promouvoir ses écrits (publier et créer sa marque) - éthique et prudence.

**Avec Florent Daudens,** journaliste aux réseaux sociaux, Radio-Canada

15h à 16h >

### Assemblée générale du Conseil de presse

16H30 À 17H45 > ATELIER

16h30 à 17h45

### Speed dating pour étudiants et pigistes\*

Une activité particulièrement intéressante pour les étudiants en journalisme et les journalistes pigistes. Des cadres d'entreprises de presse variées sont sur place pour rencontrer les participants en petits groupes. C'est l'occasion idéale pour établir un contact professionnel précieux qui pourra se poursuivre lors du cocktail.

### Invités

**Éric Latour,** chef de l'information, Astral Média

**Pierre Martineau,** directeur des nouvelles, COGECO

**Louise Dugas,** rédactrice en chef, Elle Québec

**Bernard Blanchard,** Adjoint au Rédacteur en chef Journaux Régionaux Québec chez Québecor Media

Un cadre du Journal de Montréal

**Yann Pineau,** directeur principal et amélioration continue, La Presse

**Julie Gobeil,** coordonatrice de contenu, Protégez-vous

**Marcel Courchesne,** rédacteur en chef au Téléjournal de Radio-Canada

**Charles Grandmond,** rédacteur en chef adjoint, L'actualité

**Michelle Richardson,** City editor, The Gazette et d'autres cadres à confirmer

\* La participation au speed dating est gratuite mais cette activité est strictement réservée aux membres de la FPJQ afin de permettre des contacts plus directs et plus productifs avec les cadres.

### 18h à 21h > Cocktail de bienvenue

Offert par CNW Telbec



Vernissage de l'exposition Photos de presse du Québec 2012, les 40 meilleures photos de presse de l'année, finalistes du prix Antoine-Desilets 2012. En partenariat avec Lozeau et Encadrex



ENCADREX

17 NOVEMBRE

7h30 à 18h >

### Table d'inscription

9H À 10H30 > ATELIERS

#### 1. Avons-nous bien couvert le conflit étudiant?

Les journalistes méritent-ils les motions de méfiance votées par les associations étudiantes? Ont-ils été trop proches du pouvoir ou des grévistes ou ont-ils servi de punching bag aux deux parties? Ont-ils trop mis l'accent sur les manifestations au détriment des enjeux de fond?

### Invités

**Daniel Giroux,** Secrétaire général du Centre d'études sur les médias. Il présentera les résultats d'une vaste étude sur la couverture de la grève étudiante.

**Gabriel Nadeau-Dubois,** ex-porte-parole de la CLASSE

**Pierre Tourangeau,** ombudsman, Radio-Canada.

**Animation: Lisa-Marie Gervais,** journaliste, Le Devoir

#### 2. Les dessous des sources confidentielles

Comment gagner la confiance des sources confidentielles et ne pas la trahir? Quand accorder la confidentialité? Des pros partagent leurs façons de faire: utilisation de noms de code, choix des lieux de rendez-vous, vérifications de la crédibilité...

### Invités

**Alain Gravel,** animateur, Enquête, Radio-Canada

**Martin Bourassa,** rédacteur en chef, Le Courrier de Saint-Hyacinthe

**Julian Sher,** journaliste d'enquête, Toronto Star

**Animation: Daniel Renaud,** journaliste, La Presse

#### 3. Les journalistes doivent-ils tenir compte des sensibilités locales?

Quand les journalistes couvrent une petite localité peu ou pas couverte en temps normal, doivent-ils porter une attention particulière à présenter un portrait équilibré des lieux?

### Invités

**Pierre Marceau,** journaliste, Radio-Canada Mauricie

**Mariève Paradis,** journaliste indépendante

Autre invité à confirmer

**Animation: Lise Millette,** journaliste, La Presse Canadienne

11H À 12H > ATELIERS

#### 4. Où tracer la ligne?

La grève étudiante a amené des journalistes à afficher le carré rouge au travail et à exprimer leurs opinions personnelles sur les réseaux sociaux. Situation conjoncturelle ou volonté de changer les règles du jeu?

### Invités

**Laura Kneale,** journaliste militante et directrice, CUTV

**Marie-Michèle Sioui,** journaliste, La Presse Canadienne

**Alain Saulnier,** ancien directeur général de l'information, Radio-Canada (2006-2012)

**Animation: Myriam Gauthier,** journaliste, Le Quotidien

#### 5. Radio-Canada est-il en train de s'éteindre à petit feu dans l'indifférence générale?

Une compression budgétaire n'attend pas l'autre à Radio-Canada. À la toute veille des audiences du CRTC sur l'avenir du diffuseur public et dans le silence tonitruant du public, faut-il s'inquiéter du sort qui attend l'information publique?

### Invités

**Michel Arpin,** vice-président du CRTC (2005-2010)

Autre invité à confirmer

**Animation: Nathalie Collard,** journaliste, La Presse

#### 6. Les journalistes doivent-ils être aseptisés sur les médias sociaux?

L'Associated Press a adopté un code strict qui interdit à ses journalistes d'exprimer toute opinion sur les médias sociaux, même Facebook. Est-ce aller trop loin?

### Invités

Tom Kent, responsable des normes journalistiques, Associated Press Daniel Leblanc, journaliste au Globe and Mail, qui n'a pas peur d'exprimer ses opinions sur Twitter Animation: Sylvain Larocque, journaliste, La Presse Canadienne

#### 7. Police et journalistes

Plusieurs journalistes se sont fait arrêter et relâcher plus ou moins facilement lors des manifestations étudiantes du printemps. Des policiers ont parfois tout fait pour écarter les journalistes des lieux de leurs interventions et les empêcher de faire leur travail.

### Invités

**Marc Parent,** directeur du Service de police de la Ville de Montréal

**Gabrielle Duchaine,** journaliste, La Presse

Autre invité à confirmer

Animation à confirmer

12h15 à 14h >

### Déjeuner

Remise de la bourse Arthur-Prévost

Mises en candidatures pour le conseil d'administration de la FPJQ

4H30 À 15H30 > ATELIERS

#### 8. Gouvernement ouvert: la vérité, toute la vérité?

Le concept de gouvernement ouvert se répand partout, y compris au Québec et dans des villes comme Montréal. L'information contenue dans les bases de données publiques commence timidement à être mise à la disposition du public. Poudre aux yeux ou espoir d'atteindre réellement une plus grande transparence gouvernementale?

### Invités

**Suzanne Legault,** Commissaire à l'information du Canada

**Henri-François Gauthier,** député de Verdun et auteur du rapport Gouverner ensemble: comment le Web 2.0 améliorera-t-il les services aux citoyens?

**Linda Gyulai,** journaliste, The Gazette

**Animation: Fabien Deglise,** journaliste, Le Devoir

#### 9. Les «Angryphones» sont-ils de retour?

Le programme électoral du PQ et l'arrivée au pouvoir de Pauline Marois a déchaîné plusieurs columnists anglos. Le ton a monté, les accusations de xénophobie ont fusé. Ces coups de gueule seront-ils passagers ou deviendront-ils *the new normal*?

### Invités

**Martin Patriquin,** chef de bureau de Montréal, Maclean's

**Yves Boisvert,** columnist, La Presse

Autre invité à confirmer

Animation: à confirmer

# The Gazette

montrealgazette.com

# CONGRÈS FPJQ PROGRAMME DE LA FIN DE SEMAINE

## 10. Ces journalistes qui ont quitté la profession — pour un monde meilleur?

Des journalistes font le grand saut et quittent la profession. Pour toutes sortes de raisons, mais parfois parce que le journalisme ne répond plus à leur désir d'influencer le cours des événements dans un monde qui se polarise.

### Invités

**Pierre Duchesne**, ministre de l'Enseignement supérieur et ex-journaliste, Radio-Canada (1987-2012)

**Nathalie Roy**, députée de Montarville, CAQ, avocate et ex-journaliste à TQS, Radio-Canada et TVA

**Alexis Deschênes**, étudiant à l'École du Barreau et ex-journaliste à TVA et à Radio-Canada

**Animation: Jean-Hugues Roy**, professeur, École des médias, UQAM

journalistes. Sert-il ou dessert-il les médias? Comment le journaliste peut-il éviter de cannibaliser le scoop qu'il diffusera plus tard dans son reportage? Peut-on tout tweeter?

### Invités

**Katheryne Lamontagne**, journaliste, *Le Journal de Québec*

**Philippe Teisceira-Lessard**, journaliste, *La Presse*

**Animation: Étienne Phénix**, chef de pupitre et adjoint au Directeur de l'information, Montréal et Réseau du Québec, Astral Media

## 12. Les cadeaux déforment-ils l'information?

Dans certains secteurs de couverture comme la santé-beauté, la gastronomie ou la culture, les journalistes croulent sous les cadeaux de ceux qui veulent faire parler d'eux. Les journalistes peuvent-ils rester indépendants et critiques devant ce déluge de petites attentions?

### Invités

**Alexandre Pratt**, directeur principal du contenu hebdo et numérique, responsables des cahiers Voyage, Gourmand et Maison, *La Presse*

**Nathalie Côté**, journaliste pigiste

Une journaliste de *Châtelaine*

**Animation: Marianne White**, journaliste, *Le Journal de Québec*

## 13. Québec 2012: a-t-on pris le virage du multipartisme?

Le système parlementaire bipartite vole en éclats. Les médias ont-ils pris le virage et adapté leur couverture électorale à l'émergence de formations politiques plus petites, mais représentatives de courants réels dans la population?

### Invités

**Jean-Martin Aussant**, chef, Option nationale

Autre invité à confirmer

Autre invité à confirmer

Animation: à confirmer

## 14. À la maison, les journalistes!

Le travail à la maison, en dehors d'une salle de rédaction, est depuis toujours le lot des pigistes. Il devient aussi celui de certains salariés. Quels sont les avantages et inconvénients de cette formule?

### Invités

**Émilie Dubreuil**, journaliste, Radio-Canada, et ancienne journaliste, *Le Journal de Montréal*

**Judith Lussier** journaliste pigiste qui co-écrit un livre sur le travail à domicile

**Pierre-Yves McSween**, comptable, chargé de cours et chroniqueur à Radio-Canada, sur les dispositions fiscales liées au travail à la maison

**Animation: Nathalie Deraspe**, rédactrice en chef, *Flèche*, le magazine des Laurentides

## 14h30 à 18h

Bureau de vote pour les élections au c.a.

## 17h à 18h30

### Cocktail

Offert par le Conseil supérieur de la langue française

Conseil supérieur de la langue française

Québec

## 19H > DINER ET SOIRÉE DE REMISE DE PRIX

Remise des prix Jules-Fournier et Raymond-Charette 2012

Remise des prix Antoine-Desilets 2012

Remise des prix Judith-Jasmin 2012

**Animation: Jean-Philippe Wauthier**, animateur de *La une qui tue* (Télé-Québec) et de *La soirée est (encore) jeune* (radio de Radio-Canada)

## DIMANCHE 18 NOVEMBRE

## 10h à 12h

Assemblée générale annuelle de la FPJQ

## 12H > FIN DU CONGRÈS

## 16H À 17H > ATELIERS

## 11. Les périls du live-tweeting

Le live-tweeting est une pratique en expansion rapide parmi les

## FORMULAIRE D'INSCRIPTION

**Vous pouvez aussi vous inscrire en ligne à [www.fpqj.org](http://www.fpqj.org), simplement et en toute sécurité. Le congrès est ouvert au grand public. Employeurs, payez à vos journalistes l'inscription au congrès! Les frais d'inscription et de déplacement assumés par les médias employeurs comptent parmi les dépenses de formation qu'ils doivent effectuer chaque année en vertu de la Loi sur le perfectionnement du Québec.**

### TARIFS DE L'INSCRIPTION AU CONGRÈS, TAXES INCLUSES

	Inscription hâtive (jusqu'au vendredi 9 novembre inclus)	Inscription normale (après le 9 novembre)
Membres professionnels	189\$	219\$
Membres professionnels à tarif réduit*	129\$	159\$
Membres associés**	129\$	159\$
Membres étudiants en journalisme (sans repas)	39\$	49\$
Non-membres	299\$	339\$
Non-membres étudiants en journalisme (sans repas)	59\$	69\$

\* Membres à tarif réduit: membres professionnels gagnant moins de 25 000\$

\*\* Membres associés: étudiants et professeurs en journalisme, journalistes retraités, journalistes à temps partiel ou journalistes bénévoles de médias communautaires, ethniques et étudiants.

**L'inscription au congrès comprend:** le cocktail du vendredi soir, les ateliers du samedi, la pause café du samedi matin, le repas du samedi midi (sauf pour les tarifs étudiants), le cocktail du samedi et l'assemblée générale du dimanche matin.

### SPÉCIAL COMBO (ADHÉSION À LA FPJQ POUR 12 MOIS + CONGRÈS)

Des économies à saisir. Devenez membre de la FPJQ en même temps que vous vous inscrivez au congrès et économisez! Le congrès ET l'adhésion à la FPJQ reviennent moins cher que le congrès seulement quand vous n'êtes pas membre!

#### Trois combos possibles (taxes incluses)

• **Membres à plein tarif:** adhésion à la FPJQ (158\$) + congrès (189\$) = ne payez que 289\$ au lieu de 347\$. Sera 377\$ après la fin de l'offre de combo le 9 novembre. Économisez 88\$ par rapport aux prix normaux.

• **Membres à tarif réduit\* et membres associés\*\*:** adhésion à la FPJQ (74\$) + congrès à tarif réduit (129\$) = ne payez que 169\$ au lieu de 203\$. Sera 233\$ après la fin de l'offre de combo le 9 novembre. Économisez 64\$ par rapport aux prix normaux.

• **Étudiants en journalisme:** adhésion à la FPJQ (42\$) + congrès sans repas (39\$) = ne payez que 69\$ au lieu de 81\$. Sera 91\$ après la fin de l'offre de combo le 9 novembre. Économisez 22\$ par rapport aux prix normaux.

**Cette offre de combos est valable seulement jusqu'au vendredi 9 novembre 2012.** Faites parvenir votre inscription au congrès en même temps que le formulaire d'adhésion (télécharger à [www.fpqj.org](http://www.fpqj.org) ou procédez directement en ligne)

## MES CHOIX

- Inscription au congrès: \_\_\_\_\_\$
- ou
- Combo adhésion à la FPJQ + inscription au congrès: \_\_\_\_\_\$

Je joins le formulaire d'adhésion à la FPJQ (disponible à [www.fpqj.org](http://www.fpqj.org)).  
Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

**Si vous vous inscrivez en ligne, l'adhésion et l'inscription au congrès doivent se faire en même temps.**

### Mes choix supplémentaires:

#### Repas additionnels (taxes et service inclus)

(Le lunch du samedi midi est déjà compris dans l'inscription sauf pour les tarifs étudiants)

- Petit déjeuner du samedi 22\$ X \_\_\_\_\_ = \_\_\_\_\_\$
- Petit déjeuner du dimanche 22\$ X \_\_\_\_\_ = \_\_\_\_\_\$
- Cocktail dînatoire du samedi soir 60\$ X \_\_\_\_\_ = \_\_\_\_\_\$

#### Ateliers de perfectionnement du vendredi:

- Atelier \_\_\_\_\_ Coût \_\_\_\_\_\$
- Atelier \_\_\_\_\_ Coût \_\_\_\_\_\$

Montant total: \_\_\_\_\_\$

### Vos coordonnées

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Média/entreprise \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Téléphone \_\_\_\_\_  
Courriel \_\_\_\_\_

### Modalités d'inscription

#### Vous pouvez vous inscrire au congrès

En ligne à [www.fpqj.org](http://www.fpqj.org)  
Par la poste (adresse plus bas)  
Par télécopieur 514 522-6071  
Par téléphone 514 522-6142 (Leslie)

### Choix du mode de paiement

Par chèque à l'ordre de la FPJQ  
Facturation (pour les entreprises seulement)  
Par PayPal (en ligne seulement)  
Par Interac ou comptant (à la FPJQ seulement)  
Par Visa  
Par Mastercard  
No de carte de crédit \_\_\_\_\_ Date d'expiration \_\_\_\_\_

Signature de la carte \_\_\_\_\_

TPS: R121 286 637 TVQ: 1 006 093 252

## HÉBERGEMENT

Réservez dès maintenant votre chambre au tarif privilégié de 129\$ (plus taxes) en occupation simple ou double au Manoir Saint-Sauveur. Le stationnement extérieur est gratuit.

Réservez directement au 1 800 361-0505 en mentionnant que vous faites partie du congrès de la FPJQ.

La date limite pour réserver votre chambre à ce prix de faveur est le vendredi 26 octobre 2012. Après cette date, ni la disponibilité ni les tarifs ne sont garantis.

## LA FPJQ REMERCIE SES MÉDIAS PARTENAIRES

**Partenaire Argent:** Gesca  
**Partenaires Bronze:** Astral Media, Radio-Canada, Rogers, Sélection du Reader's Digest

### PRODUIRE PLUS

- Plus de fermes familiales dans toutes les régions du Québec
- Plus de monde à nourrir grâce aux produits de la terre
- Plus de produits de chez nous sur nos tablettes, dans nos institutions, nos marchés publics

### PRODUIRE MEILLEUR

- Des aliments de qualité, produits sainement, de la terre à la table
- Des produits bien identifiés, faciles à repérer sur les tablettes de nos marchés
- Des normes de haut niveau, équivalentes pour tous les aliments d'ici et d'ailleurs

### PRODUIRE MIEUX

- Une agriculture durable et respectueuse de nos ressources collectives
- Des terres agricoles protégées pour assurer la pérennité de notre garde-manger
- Des jeunes qui ont le goût et les moyens de vivre de l'agriculture

Congrès général de l'UPA  
4 au 6 décembre 2012  
Centre des congrès de Québec

Produire PLUS  
Produire MEILLEUR  
Produire MIEUX

Éliane Hamel  
Directrice, Service des communications

Patrice Juneau  
Conseiller aux affaires publiques  
450 679-0540, poste 8591  
pjuneau@upa.qc.ca

555, boul. Roland-Therrien, bureau 100, Longueuil (Québec) J4H 3Y9



L'Union des producteurs agricoles

[www.upa.qc.ca](http://www.upa.qc.ca)

## CONGRÈS FPJQ

## Mourir dans la dignité, version radio

PIERRE ST-ARNAUD

Merci. Voilà la dernière chose qui aura été entendue sur la bande AM à Québec. CHRC 800, dernière station AM toujours en ondes dans la Vieille Capitale, a cessé d'émettre le dimanche 30 septembre à 18 h 06, tournant une page importante de l'histoire médiatique québécoise.

À 18 h 06, c'est dire que l'on a commis le péché capital en radio, soit de défoncer la grille horaire. Personne n'en voudra cependant à ces artisans, dont certains comptaient plus d'une trentaine d'années d'expérience en radio, car ils ont tous, un à un dans un montage fort touchant, pris le temps de saluer et de remercier leurs collègues, leurs commanditaires, même leurs patrons, mais aussi et surtout, leur auditoire.

Pour une rare fois en radio, ce fut une sortie dans la dignité.

Alors qu'on ne compte plus les fermetures brutales, parfois sauvages, presque toujours sans préavis, la sortie de piste de CHRC aura été d'une rare élégance, la direction avisant ses artisans dès le 14 septembre qu'on ne pouvait maintenir la barque à flot et qu'on devrait fermer. Deux semaines de préavis peuvent sembler peu. En radio, c'est une éternité. Mais CHRC vivait déjà « sur du temps emprunté » comme le veut l'expression,

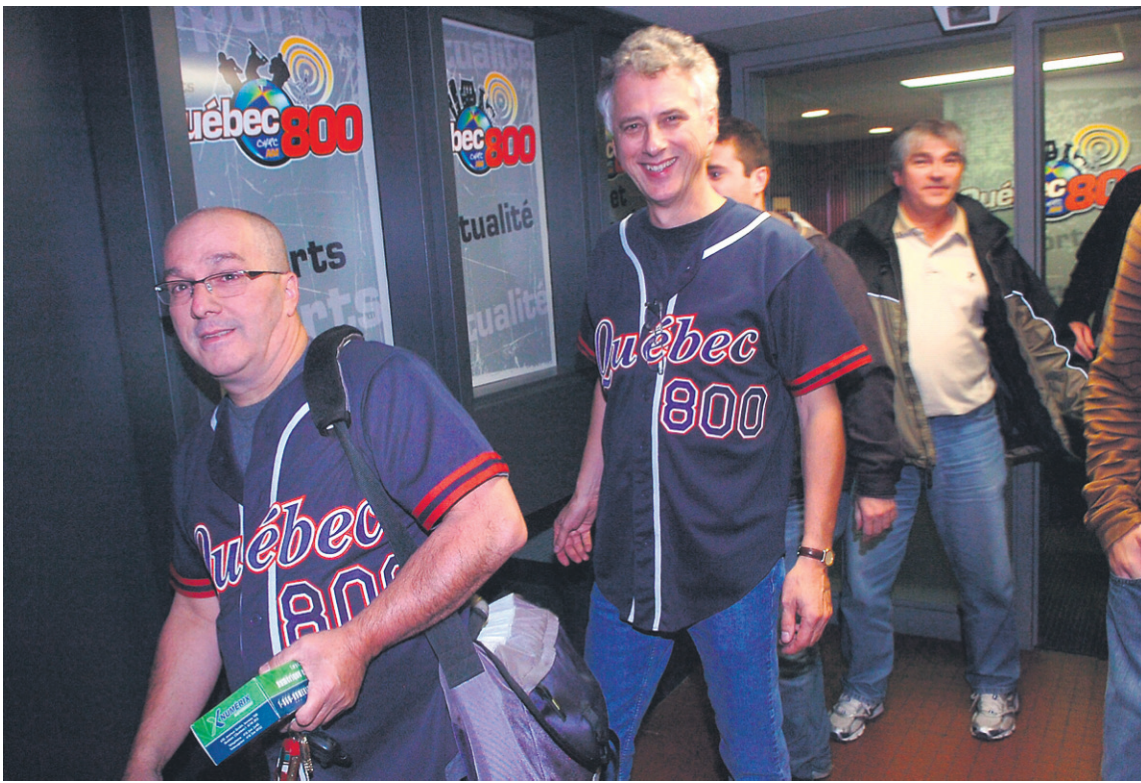


PHOTO JEAN-MARIE VILLENEUVE, ARCHIVES LE SOLEIL

La dernière station de radio de Québec émettant sur la bande AM a fermé ses portes le 30 septembre dernier.

raconte son ex-directeur adjoint aux programmes, Alain Dufresne, en rappelant l'achat de la station moribonde en 2008 par les propriétaires des Remparts de Québec, le groupe Cadrin-Tanguay-Roy.

**Respirateur artificiel**

« La radio AM à Québec est malade depuis longtemps. Le miracle, c'est que des gens

d'affaires, il y a quatre ans, aient décidé de racheter cette station pour essayer de la faire survivre comme moyen de diffusion pour, avant tout, les matchs des Remparts. C'est un miracle qu'on ait pu survivre de 2008 à 2012, mais déjà, on avait annoncé la mort de cette station lorsque le groupe Corus l'avait mise en vente en 2008. A ce moment-là, les

gens d'affaires avaient décidé de s'impliquer et de racheter la station. Maintenant, après leurs meilleurs efforts et des pertes accumulées de quelques centaines de milliers de dollars, on a décidé de jeter l'éponge tout simplement. »

Et pourtant, lors de la fermeture, le président Claude Rousseau, a révélé en ondes qu'il y avait eu de l'espoir

jusqu'à la dernière minute. « Il y a plusieurs groupes qui sont venus voir. [...] Certains sont même venus visiter nos installations, mais malheureusement, nous n'avons pas pu en arriver à des conclusions heureuses. On a essayé de trouver la meilleure façon de faire les choses tout en protégeant les artisans de la station. Mais nous n'avons pas eu d'offre formelle », a-t-il laissé tomber.

**Inconvénients du AM**

CHRC était en effet aux prises avec les mêmes difficultés que tous les diffuseurs qui ont abandonné la bande AM au cours des dernières années, à commencer par les coûts de transmission en modulation d'amplitude. (Les termes AM et FM sont directement calqués de l'anglais et ont toujours résisté à la traduction. Ils font référence au mode de diffusion du signal, soit la modulation d'amplitude, MA, et la modulation de fréquence, MF.)

« Le coût d'opération est extrêmement élevé. Ça doit être dans les 6500-7000 \$ par mois seulement en électricité. C'est plusieurs fois plus cher que d'opérer un transmetteur FM », explique Alain Dufresne.

Lorsqu'on dit que CHRC émettait avec une puissance de 50 000 watts, c'est exactement cela que ça implique: une consommation de 50 kilowatts pour transmettre le signal. Outre cette réalité, il y a la qualité du signal, souligne le journaliste Bruno Perron, un vétéran de la radio québécoise qui n'en était pas à sa première fermeture de station, ayant vécu celle de CKCV AM en 1990.

« Il fallait bien se rendre à l'évidence un jour, le temps de la bande AM est révolu. Les gens se sont habitués à la qualité sonore d'écoute de la bande FM. »

De plus, CHRC n'a pas été aidée par son isolement en tant que seule station sur la bande AM, où il n'y a plus de « trafic passant ». Au-delà de toutes ces considérations, la fin de CHRC signale véritablement la fin d'une époque. CHRC était à Québec ce que CKAC était à Montréal, c'est-à-dire LA radio de référence durant la plus grande partie du XX<sup>e</sup> siècle.

« C'est un monument, fondé en 1926, qui s'éteint après 86 ans d'histoire. Ça ne peut pas faire autrement que de nous faire un pincement au cœur », reconnaît Bruno Perron. Et un monument comme celui-là ne s'éteint pas sans créer une certaine onde de choc, fait valoir Alain Dufresne.

« Le sentiment d'appartenance et de proximité des gens de Québec avec leur radio était très très étroit. Les gens ont entendu des reportages de la Seconde Guerre mondiale sur CHRC, ils ont suivi la crise d'Octobre à CHRC. Par le truchement de CHRC, ils ont vécu les grands moments de l'histoire des 86 dernières années du Québec, du monde entier et, avant toute chose, de la région de Québec. »

**Salle de rédaction restreinte**

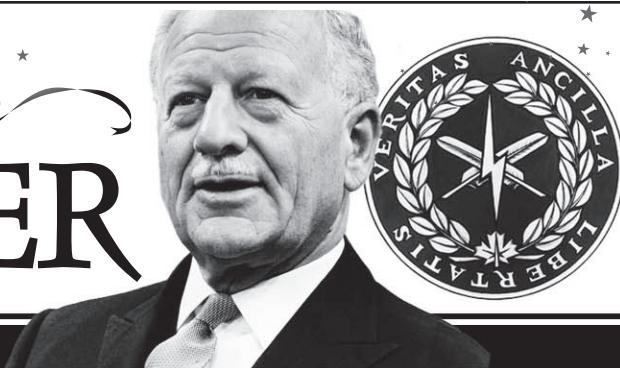
Il ne restait plus que deux journalistes dans la salle de nouvelles de CHRC. Elle en comptait encore sept au moment de la vente par Corus, il y a quatre ans, ce qui représentait déjà une érosion, alors que CHRC embauchait près d'une vingtaine de journalistes à l'époque glorieuse de la radio dans les années 70 et 80.

« C'est une référence en termes journalistiques qui s'éteint dans la région de Québec. On ne peut que le déplorer », note Alain Dufresne. La disparition des radios AM, tant à Montréal qu'à Québec, a créé un vide que les diffuseurs ont mis beaucoup de temps à comprendre et à combler.

Cependant, l'idée de faire de la radio parlée sur la bande FM ne vaut plus l'anathème, souligne Bruno Perron. « La remontée de la radio parlée au FM démontre clairement qu'il y avait un manque. Les stations FM ont commencé à vouloir le combler et les gens se sont habitués à la qualité sonore d'écoute de la bande FM. »

En contrepartie, si la radio parlée retrouve ses lettres de noblesse, les grandes salles de nouvelles des stations de radio privées, comme celle de CHRC, à l'époque, semblent perdues pour de bon.

## Le PRIX et les BOURSES MICHENER



**CONNAISSEZ-VOUS LE PRIX MICHENER?** Ce Prix, qui a été créé en 1970, est décerné annuellement depuis plus de 40 ans. Il porte le nom d'un ex-Gouverneur général du Canada, le très honorable Roland Michener, qui en a été le premier parrain.

Ce Prix s'adresse à tous les médias d'information du Canada, grands ou petits : journaux quotidiens, hebdomadaires, magazines, radio et télévision (stations ou réseaux), ainsi qu'agences de presse. Ce Prix a de particulier qu'il est attribué non pas à un ou à des journalistes, mais à un ou des médias d'information. Au fil des ans, le Prix Michener est devenu la plus prestigieuse récompense journalistique au pays. Le Prix Michener reconnaît l'excellence en journalisme d'intérêt public.

Dans l'examen des candidatures, le jury tient compte de la taille des médias et des ressources dont ils disposent.

La Presse a remporté le Prix Michener à deux reprises (2007 et 2003) en plus d'être finaliste à quatre autres reprises au cours des 10 dernières années. Le Devoir a obtenu le Prix en 1989. Radio-Canada et la Presse canadienne (en compagnie du réseau CBC) l'ont obtenu en 2008. Et Télé-Métropole (en compagnie du quotidien Kitchener-Waterloo Record) l'a reçu en 1981.

Radio-Canada (Montréal) a été finaliste à quatre reprises depuis 2002, Le Courrier de St-Hyacinthe et Le Devoir, chacun une fois.

La date limite pour s'inscrire au Prix 2012 sera en février 2013. Pour plus d'informations, consultez le site de la Fondation Michener à <http://www.prixmichener.ca/>



**CONNAISSEZ VOUS LES BOURSES MICHENER-DEACON?** Les Bourses Michener-Deacon (du nom de l'ex-Gouverneur général du Canada, le très honorable Roland Michener, et du regretté Paul Deacon, un dirigeant de médias et ex-président de la Fondation), d'une valeur de 35 000 \$ chacune, sont remises annuellement à des journalistes d'expérience leur permettant de prendre un congé de quatre mois pour suivre des études dans une école de journalisme reconnue au Canada ou pour compléter une enquête journalistique dans l'intérêt public. La première de ces Bourses a été attribuée en 1987.

Traditionnellement, une seule Bourse Michener-Deacon était accordée annuellement. Mais depuis 2011, avec l'aide de la Banque de Montréal, une seconde Bourse a été créée, ce qui permet d'en attribuer une pour compléter des études dans une école de journalisme et une autre pour réaliser un travail d'enquête. Chaque Bourse est de 30 000 \$ auxquels peuvent s'ajouter jusqu'à 5 000 \$ pour dépenses personnelles, ce qui fait que ces Bourses sont considérées parmi les plus généreuses au pays.

Au cours des années, de nombreux journalistes québécois ont obtenu cette Bourse Michener-Deacon. Mentionnons Pierre Duchesne (2002), Martine Turenne (2001), Catherine Cano (2000), Jean-Pierre Rogel (1998), Michel Venne (1997) Pierre Sormany (1995), François Brousseau (1994) et Christian Rioux (1993).

La date limite pour s'inscrire aux Bourses Michener-Deacon 2013 sera en février 2013. Pour plus d'informations, consultez le site de la Fondation Michener à <http://www.prixmichener.ca/>



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

Des funérailles nationales ont été tenues en l'honneur de Denis Blanchette, ce technicien qui aurait été tué par Richard Henry Bain, le soir des élections.

# Devait-on diffuser l'entrevue de Richard Henry Bain?

LISE MILLETTE

Le mercredi 19 septembre devait marquer la fin du suspense. Sur le coup de 16 h, la première ministre péquiste Pauline Marois allait enfin dévoiler les ministres de son premier cabinet.

Depuis le soir du 4 septembre, les rumeurs allaient bon train devant une sélection somme toute restreinte de 54 députés, composée de quelques grosses têtes d'affiche « ministrables ».

Cette effervescence changeait des jours précédents où parler politique sans parler de la victime Denis Blanchette ou de la sécurité de la première ministre était pratiquement impossible.

Ainsi, lorsque vers 15 h 30, sur Twitter, certains ont annoncé que Richard Henry Bain, soupçonné d'être l'auteur de l'attentat du Métropolis, avait téléphoné à CJAD pour s'entretenir avec une journaliste pendant 38 minutes, et qu'Astral radio allait diffuser l'entrevue à 16 h, les esprits se sont échauffés.

« How did they get that? », s'est exprimé un collègue anglophone, à la fois étonné et envieux.

CJAD venait de mettre la main sur une bombe.

À 16 h, l'Assemblée nationale avait du retard sur son programme, de sorte que plusieurs ont syntonisé les chaînes d'Astral, qui n'ont finalement présenté que quelques petits extraits, totalisant moins de 30 secondes.

## « Indécence »

Le lendemain, plusieurs ont fait un procès d'intention au réseau. Sur les ondes du 98,5 FM, l'animateur Paul Arcand aborde de front l'exclusivité de son concurrent. Dans une chronique intitulée *La Commission Bazzo Dumont*, Marie-France Bazzo se campe d'entrée de jeu: « Je suis encore collée au plafond! », dit-elle.

« Tu prends un désaxé et tu le mets en ondes pendant un temps, infini en ce qui me concerne. C'est innocent, c'est imbécile! C'est vraiment jeter de l'huile sur le feu. C'est provoquer des tensions et je me demande s'il y a quelque chose de concerté venant de la part de CJAD », a-t-elle ajouté.

Son vis-à-vis, Mario Dumont, a acquiescé, affirmant qu'il avait encadré à grands traits sur ses feuilles de notes le mot « indécence ».

L'indécence, toutefois, ne s'était pas encore manifestée lorsque l'équipe de recherchistes de l'émission du 98,5 FM avait demandé la veille, et à plusieurs reprises, une copie des extraits. Cette demande faite auprès de la direction d'Astral a été déclinée. Tout comme celle d'accorder une entrevue. Marie-France Bazzo, qui a vertement décrit la diffusion de segments, a appris plus tard que les recherchistes du 98,5 FM avaient tenté d'en obtenir copie.

Dans un communiqué diffusé le 20 septembre, Astral a répondu à la grogne.

« Astral Radio insiste sur le caractère entièrement apolitique de cette diffusion,

qui relevait plutôt d'une démarche journalistique réfléchie et rigoureuse. Rappelons également qu'il a été décidé, pour des raisons éthiques, de ne diffuser qu'une courte partie des 38 minutes qu'a duré la conversation avec Richard Henry Bain afin de ne pas accorder de tribune publique à ses opinions. »

À aucun moment, les propos de Bain n'ont porté sur les événements du Métropolis. La journaliste a tenté de le questionner, mais il a répondu qu'il n'avait pas le droit d'aborder ce sujet. Les reportages ont présenté des fragments sur son obsession des volontés divines et son état mental. Quelques opinions ont été soulevées, comme les visées de Bain quant à la partition de Montréal.

## L'explication d'Astral

Éric Latour, directeur de l'information chez Astral, a voulu rectifier certains faits.

« D'abord, Richard Henry Bain n'a pas accordé une entrevue, il a téléphoné dans une salle de nouvelles. On a répondu "oui, allo" et on a même failli le *flusher*. Au début, on pensait que c'était une blague, un canular, les justiciers masqués ou n'importe quoi », a affirmé Éric Latour.

L'entrevue a duré 38 minutes et au terme de l'entretien, le véritable questionnement s'est amorcé.

« On s'est demandé: "On fait quoi avec ça?" Et notre premier réflexe a été de faire authentifier la voix », a expliqué le directeur de l'information.

L'avocate de Richard Henry Bain a été contactée, de même que quatre autres personnes qui le connaissent personnellement. L'avocate semblait étonnée que son client ait pu téléphoner de l'infirmerie du centre de détention.

« Elle nous a dit: "Il a de la misère à me rejoindre. Je trouve ça bizarre qu'il ait réussi à vous appeler aussi facilement. Ne diffusez rien, je vais aller le voir à Rivière-des-Prairies. Donnez-moi 90 minutes" », a précisé Éric Latour.

Il était alors presque midi. Des avis juridiques ont été demandés et une décision a été prise.

Il y a eu consensus sur lequel il était est d'intérêt public qu'un suspect, détenu et à l'infirmerie, soit en mesure de tenir une conversation avec un média durant 38 minutes consécutives, sans aucun problème et sans aucune entrave.

« On s'est dit qu'on ne sortirait pas la nouvelle tant que l'avocate ne nous aurait pas confirmé qu'il s'agissait bien de son client », a insisté Éric Latour.

La confirmation de l'avocate est arrivée peu avant 15 h 30 et la principale motivation pour diffuser des portions d'entrevue a été la crainte de voir le matériel saisi d'une injonction ou visé par un interdit de publication. Astral a donc décidé de jouer la nouvelle à 16 h, sur les ondes de CJAD 800 AM à Montréal, du réseau NRJ et du réseau Rouge FM.

...et aux questions des journalistes.

LIGNE MÉDIAS 24/7  
**514 832-0871**  
[www.hema-quebec.qc.ca](http://www.hema-quebec.qc.ca)

Produits sanguins  
 Cellules souches  
 Tissus humains

HÉMA-QUÉBEC

**DONNEZ DU SANG.  
 DONNEZ LA VIE.**

## CONGRÈS FPJQ

## La couverture électorale hyperlocale

CÉCILE GLADEL  
ET STÉPHANIE LALUT

Sans surprise, la bataille serrée dans Gouin a dicté la couverture de l'élection de RueMasson.com. Cette circonscription a été plus couverte que sa voisine de Rosemont. Le point le plus difficile a probablement été de se faire accuser de favoritisme. Dès que nous parlions de Québec solidaire, des partisans du Parti québécois nous accusaient d'être partiaux, et quand nous parlions du PQ, des partisans de QS faisaient la même chose.

Dans les derniers jours, nous en sommes même venus à compter les mots des articles concernant Nicolas Girard et Françoise David pour être parfaitement équitables.

RueMasson.com, média du quartier Vieux-Rosemont à Montréal s'est lancé, cette année encore, dans la couverture de la campagne électorale. Après les élections fédérales de 2011 et la partielle municipale du printemps dernier, la campagne provinciale a certainement été un véritable *jack-pot* journalistique pour notre petite équipe.

RueMasson.com couvre habituellement quelques rues dans Mercier et Hochelaga-Maisonneuve. Pour l'élection, nous nous sommes donc concentrés sur les deux circonscriptions principales: Gouin et Rosemont.

Loin de présenter des «poteaux», ces deux circonscriptions comptaient la co-chef



Cécile Gladel, du site RueMasson.com, a eu l'occasion de faire du porte-à-porte avec la co-porte-parole de Québec solidaire, Françoise David (à droite), durant la campagne électorale.

de Québec solidaire et un député vedette du PQ et dans l'autre un nouveau candidat ministrable qui n'a pas la langue dans sa poche.

En tout, 16 candidats s'y présentaient, dont deux se sont désistés en cours de route.

## Un droit de parole pour tous

Le plan initial de campagne consistait à faire des entrevues avec tous les candidats, sans exception. Dans la mesure où il était possible de les joindre!

Dans certains cas, il a pratiquement fallu traquer chez

eux les organisateurs. Par contre, plusieurs autres ont bien collaboré et étaient vraiment heureux qu'on leur offre ce qui a été, au final, leur seule entrevue de la campagne.

Le PQ nous a même proposé une entrevue avec Pauline Marois sur un plateau d'argent, que nous n'allions certainement pas refuser, même si cette possibilité n'était pas prévue. Par souci d'équité, nous avons choisi d'offrir des entrevues aux autres chefs.

Résultat: deux entrevues supplémentaires à écrire et la

gestion des autres demandes, qui elles, n'ont finalement pas abouti.

Dans le feu de l'action, nous avons décidé de suivre tous les candidats en porte-à-porte. Cécile Gladel s'est prêtée au jeu et en a tiré quelques articles, mais surtout une présence «live» sur Twitter pendant ces séances. Elle a fait du porte-à-porte à deux reprises avec Françoise David et Nicolas Girard et les a suivis presque pas à pas lors des quatre derniers jours. Une excellente idée qui a été imitée

et qui nous a donné le pouls réel de la population.

## Des ressources limitées

Il ne faut pas oublier que l'équipe de RueMasson.com repose sur des bénévoles, qui ont tous des emplois rémunérés ailleurs.

Au début, nous devions rédiger quelques articles par semaine sur les nouvelles de la campagne, en plus des entrevues-portraits des candidats. En bout de piste, nous avons pratiquement fait deux articles par jour, en plus d'une présence constante sur Facebook et Twitter, tant l'actualité était florissante. Pour la première fois, RueMasson a dû faire appel à des collègues de l'extérieur.

Notre principal regret demeure le manque de ressources. Une des idées était de suivre Françoise David et Nicolas Girard pendant 48h lors des deux derniers jours, de les filmer, etc. Mais il aurait fallu quatre journalistes en même temps. C'est donc à regret, et une pointe de jalousie, que nous avons regardé des collègues du *Journal de Montréal*, de *La Presse* et de *L'actualité* réaliser tout ça.

Mais nous avons terminé la campagne avec le sentiment du devoir accompli et d'avoir bien informé les citoyens. La preuve, nos articles ont été beaucoup lus et nous avons battu tous nos records de visites sur le site, dépassant pour la première fois les 40 000 visiteurs uniques.

## Impartialité et objectivité

PIERRE APRIL

L'impartialité pure et dure, dans notre noble profession de journaliste est difficile à saisir. Dans un contexte contemporain où l'information afflue de partout et à travers une multitude de médias, privés, publics et sociaux, le simple reporter éprouve de plus en plus de mal à se faire une tête totalement objective.

On a la nette impression, plus ou moins fondée dans le monde ordinaire, que les médias de masse et leurs journalistes sont devenus imperceptiblement de subtils manipulateurs. À la télévision, par exemple, le journaliste est perçu comme un commentateur et un analyste dont le rôle est de choisir pour son auditoire ce qu'il doit savoir, voir et entendre.

Au cours de la dernière campagne électorale, j'ai été étonné quand Radio-Canada et TVA, entre autres, ont décidé de ne pas transmettre les conférences de presse des chefs des différentes formations politiques. Ces grands médias, leur direction de l'information et les reporters, ont convenu de nous relayer partiellement la seule période de questions des journalistes. Des questions qui ignoraient généralement le contenu de la conférence de presse consacrée à un engagement, privant ainsi leurs auditoires d'informations pertinentes.

Le recours aux médias sociaux, aux sondages et aux opinions d'experts, d'ex-politiciens imperceptiblement teintés de leur passé partisan, pour expliquer ce que l'électeur devait comprendre a aussi étonné. Entendre, entre autres, un Jean-Marc Léger, de Léger Marketing, nous expliquer ce que nous devons retenir de son sondage démontrait un certain mépris des auditeurs ou des lecteurs capables, sans aucun doute, de juger de sa pertinence et de son objectivité.

Le professeur Stephen Ward, de l'Université du Wisconsin, spécialiste des médias de masse, a déjà décrit l'impartialité en ces termes: «En journalisme, l'impartialité signifie croire suffisamment en la recherche de la vérité, pour ne pas décider de la fin de l'histoire avant la fin de l'enquête; être prêt à prendre un recul critique face à ses propres croyances; creuser chacun des faits, peu importe où ils mèneront.»

## Tirer sa propre conclusion

Un survol des reportages de la campagne 2012 a démontré que, justement, le journaliste-reporter-analyste avait tendance à tirer sa propre conclusion pour ensuite chercher dans la nouvelle ou l'événement les éléments qui confirmeraient sa perception personnelle.

Au cours de la dernière campagne électorale, les électeurs

ont été inondés de sondages, de rumeurs, de débats stériles et d'attaques sournoises sur, entre autres, un référendum appréhendé que les formations souverainistes ou fédéralistes ne souhaitaient pas. Plus souvent qu'autrement, les véritables enjeux ont cédé la place à des débats sur des perceptions plutôt que sur le fond. La presse publique ou privée, leurs journalistes et analystes se sont chargés de modifier l'agenda. À maintes reprises, d'anciens politiciens, devenus subitement

**Au cours de la dernière campagne électorale, j'ai été étonné quand Radio-Canada et TVA, entre autres, ont décidé de ne pas transmettre les conférences de presse des chefs des différentes formations politiques.**

de «sages» commentateurs, nous ont fait des confidences émanant de sources sûres non-identifiées, à l'intérieur d'un ou l'autre des partis. On nous a décortiqué des théories et précisé des astuces sans intérêt réel pour les électeurs et nettement subjectives.

Ce n'est pas d'hier que les médias et les journalistes sont exposés et quelquefois succombent aux influences indues et aux informations calculées. Au tout début de ma carrière de 47 ans, j'ai travaillé pendant une

dizaine d'années pour le quotidien *Montréal-Matin*, propriété de l'Union nationale. Pendant toutes ces années, jamais, on m'a ouvertement demandé de modifier un texte pour plaire au propriétaire ou à un organisateur. La subtilité venait plutôt des choix de couverture, des manchettes, des titres et de l'espace accordé à une nouvelle à caractère politique.

Parmi les facteurs qui peuvent aussi altérer l'impartialité, il y a le copinage et les liens jugés malsains entre un politicien, son personnel, une formation politique et un journaliste. Gilles Lesage, journaliste politique émérite au *Devoir*, écrivait ceci en 1996, dans un recueil soulignant le 125<sup>e</sup> anniversaire

la retenue devient une affaire de conscience professionnelle. La même gêne devrait aussi s'appliquer pour le journaliste qui songe à briguer les suffrages pour une formation politique alors qu'il a encore le micro du reporter à la main.

On a décrit un certain temps la candidature péquiste d'un journaliste de la colline parlementaire. Puis, on l'a acceptée sans plus. On s'est dit qu'un Pierre Laporte ou un René Lévesque avaient été, eux aussi, des journalistes lorsqu'ils ont rejoint le Parti libéral du Québec. Que d'autres formations politiques comptaient d'anciens scribes dans leurs rangs et qu'il n'y avait pas vraiment de raisons de se scandaliser. Après tout, on ne déchire pas sa chemise dans les salles de rédaction quand un politicien défait devient journaliste, chroniqueur politique et analyste.

Finalement, l'entrée en scène des médias sociaux, les Twitter, Facebook, YouTube et cie, ne modifiera pas davantage les perceptions souvent brouillées que se font les simples citoyens de leurs élites politiques à travers leurs médias préférés. Cette affluence de sources a produit des blogueurs et des milliers de journalistes amateurs qui ont ajouté à la confusion des genres... D'autant plus qu'on sait qu'il n'y a plus un seul journaliste professionnel qui ne s'approprie pas à l'occasion à même ces réseaux populaires.

L'auteur est retraité de La Presse Canadienne depuis 2002.



## Fédération nationale des communications

1601 ave de Lorimier, Montréal, Québec, H2K 4M5, Téléphone: 514 598-2132, <http://www.fncom.org/>

✓ La seule organisation syndicale spécialisée dans le secteur des communications

Presse écrite      Techniciens      Mutlimedia      Publicitaires  
Journalistes      Programmeurs      Réalisateurs      Employés de bureaux  
Graphistes      Webmestres      Pupitreurs      Pigistes      Télévision      Milieu Culturel

✓ Émetteur exclusif au Québec de la Carte de Presse Internationale de la FIJ reconnue par les journalistes dans plus de 130 pays



CSN

## SOIRÉE ÉLECTORALE

## On tue la une

GUILLAUME LEPAGE

4 septembre, 11 h 58. Le Québec vit un moment historique. La première première ministre de l'histoire de la province prononce son discours de victoire dans un Métropolis plein à craquer. Puis, ses gardes du corps font irruption pour la sortir de la scène. Dehors, un tireur venait de se présenter pour attenter à la vie de Pauline Marois, chef du Parti québécois.

À partir de ce moment, les événements ont défilé, prolongeant du même coup une soirée électorale qui tirait à sa fin sur les deux principaux réseaux d'information. Du coup, dans les autres salles de presse, l'heure de tombée a été repoussée.

Martine Biron, correspondante parlementaire pour Radio-Canada à Québec, était au Métropolis et se préparait à entrer en ondes pour analyser le discours de M<sup>me</sup> Marois. Son collègue, Sébastien Bovet, était en studio avec le chef d'antenne Patrice Roy et l'analyste politique Michel C. Auger. Ils s'apprétaient à mettre un point final à la soirée électorale.

Ce scénario a basculé et Martine Biron a été appelée à commenter les événements dès les premières secondes.

« Je savais que si on la sortait de cette façon-là, c'est qu'il se passait quelque chose de grave. J'étais complètement perplexe et je n'avais aucune information. J'y suis allée de manière très candide, j'ai dit que je n'avais aucune idée de ce qui se passait », se souvient-elle.

C'est à ce moment que le maître de cérémonie, Yves Desgagnés, est revenu sur scène pour indiquer qu'il ne s'agissait que d'une balle assourdissante, qu'il n'y avait aucun blessé, mais que les gens devaient tout de même quitter la salle.

Dehors, un membre de l'équipe télé de Radio-Canada était posté pour capter la marche de Pauline Marois entre le Théâtre du Nouveau Monde, d'où elle regardait la soirée électorale, et le Métropolis. C'est pour cette raison que le caméraman Martin Bouffard se trouvait à l'extérieur au moment des événements.

Pendant que Pauline Marois discutait encore de la possibilité de poursuivre son discours avec ses gardes du corps, Radio-Canada diffusait les premières images de l'intervention policière derrière le Métropolis. C'est là qu'on a aperçu, pour la première fois, l'arme du tueur.



PHOTO CHRISTINNE MUSCHI, REUTERS

À partir du moment où les gardes du corps de Pauline Marois l'ont escortée hors de la scène du Métropolis, les événements ont défilé, prolongeant du même coup une soirée électorale qui tirait à sa fin.

« J'ai réalisé l'ampleur de l'événement quand on a vu les images de l'arrestation et de tout ce qui se passait derrière. On découvrait les images en même temps que les téléspectateurs », a avoué M. Bovet.

À partir de la diffusion des images exclusives, Radio-Canada a consacré près de deux heures d'émission spéciale à l'attentat, alternant

avec des images sur son moniteur lorsque la chef péquiste a repris la parole sur scène.

« Je voyais et j'entendais mieux que quiconque à l'intérieur ce qui se passait dans la ruelle. Jamais, je n'aurais pensé que quelqu'un venait pour tuer », raconte-t-elle.

À l'intérieur du Métropolis, les gens se sont mis à partir immédiatement après le

discours officiel », a concédé Sébastien Bovet.

Avec lui, sur le plateau, le panéliste Michel C. Auger surveillait son compte Twitter, évoquant les informations qui y circulaient. M. Bovet juge que le filtre que les journalistes s'imposent habituellement à l'égard des réseaux sociaux était difficile à appliquer dans cette situation.

« On a dû s'adapter très rapidement. C'est un peu frustrant quand on est loin comme ça et que tout ce qu'on a, c'est un angle de caméra qui ne nous donne pas toute l'histoire. J'ai pu expliquer un peu tout ce qui entoure la sécurité d'un premier ministre parce que je m'y étais déjà intéressé », explique-t-il.

Martine Biron, elle, diffusait l'information qu'elle recevait des membres de l'entourage du Parti québécois pendant que ses collègues tentaient d'en savoir plus depuis les studios.

« Ce qui nous frappe, c'est que ce qu'on voit généralement à la télévision aux États-Unis ou dans d'autres pays s'était produit ici, au Québec. On se questionnait à savoir si c'était vraiment un geste politique ou

bien l'œuvre d'un désaxé », a ajouté Sébastien Bovet, étonné par la célérité avec laquelle les journalistes sur le terrain se sont adaptés.

« Je savais qu'on était équipés pour sortir des images de l'extérieur, mais je ne savais pas qu'on était aussi mobiles avec l'appareil sans fil de notre caméraman », explique-t-il.

Avec le recul, c'est une étrange impression que conserve quant à elle Martine Biron.

« J'avais l'impression que je décrivais la situation en étant un peu détachée de l'événement, un peu comme si j'avais une aura de protection autour de moi, ce qui est complètement absurde parce que j'aurais bien pu y passer si le tueur avait procédé. »

Et si cette soirée s'est déroulée à la vitesse de l'éclair pour la plupart des journalistes, il est clair qu'elle laisse de profondes cicatrices dans l'histoire politique du Québec. Les images resteront gravées à jamais dans la mémoire collective, de même que les noms des victimes, Denis Blanchette, qui a perdu la vie, et Dave Courage, blessé par balle.

« J'étais complètement perplexe et je n'avais aucune information. J'y suis allée de manière très candide, j'ai dit que je n'avais aucune idée de ce qui se passait. »

— Martine Biron, journaliste de Radio-Canada

entre les éléments de nouvelle, l'analyse de Sébastien Bovet et des membres du Club des ex.

« On tombe dans une espèce de tourbillon où l'on cherche de l'information, où il faut dire des choses en essayant de ne pas trop se répéter. J'ai vraiment eu le sentiment que l'heure et demie d'émission spéciale a passé en quelques minutes à peine », relate M. Bovet.

Martine Biron, qui était toujours à l'intérieur de la salle,

départ de Pauline Marois, si bien qu'après quelques minutes, il ne restait plus que les membres des médias.

## Adrenaline

« L'information arrivait de partout et on n'avait pas nécessairement le temps de la vérifier avant d'aller en ondes. On se protégeait en disant que telle rumeur circulait sur Twitter, mais qu'elle n'était pas confirmée par les



VOUS AVEZ LES QUESTIONS ?  
NOUS AVONS LES EXPERTS !

L'équipe des relations de presse  
logé à la même adresse :

media@desjardins.com

514 281-7000 ou 1 866 866-7000

Nathalie Genest, porte-parole  
Poste 7275

Caroline Phemius, conseillère  
Poste 7646

Francine BlackBurn, conseillère  
Poste 7544

André Chapleau, directeur principal  
Poste 7229

Richard Lacasse, conseiller (Lévis)  
418 835-8444 ou 1 866 835-8444  
Poste 3163

Sarah Twomey, Advisor (Toronto)  
416 926-2700 ou 1 877 906-5551  
Poste 2015

desjardins.com/salledespresse

 **Desjardins**  
Coopérer pour créer l'avenir

## L'Office à votre service

L'Office québécois de la langue française met à votre disposition des services gratuits à partir de son site  
[www.oqlf.gouv.qc.ca](http://www.oqlf.gouv.qc.ca)

- Le grand dictionnaire terminologique (GDT)

Des termes en français, en anglais et en d'autres langues comme l'espagnol, le portugais et l'italien

Deux cents domaines d'activité

- La Banque de dépannage linguistique (BDL)

Quelque 2500 articles sur les difficultés courantes de la langue française



Relations avec les médias

Martin Bergeron

Téléphone : 514 873-6567

Vous ne trouvez pas réponse à vos questions en consultant notre site?

**Immédi@t**, notre service gratuit d'assistance personnalisée aux médias, peut vous aider.

Pour joindre un spécialiste de la langue : **1 866 275-0191** ou  
[medias@oqlf.gouv.qc.ca](mailto:medias@oqlf.gouv.qc.ca)

Office québécois  
de la langue  
française  
**Québec** 

## CONGRÈS FPJQ

## MÉDIAS ET PARTIS POLITIQUES

## Prendre le virage du pluralisme



**FRANÇOISE DAVID**  
L'auteure est députée de Gouin et porte-parole de Québec solidaire

Lors de la dernière campagne électorale, les médias québécois ont fait un effort important pour tenir compte du pluralisme qui caractérise désormais le paysage politique. Pourtant, certains réflexes qui désavantagent les partis émergents perdurent. Les salles d'informations ont concentré leurs reportages sur la lutte entre les trois partis aspirant au pouvoir à court terme et ont trop souvent éclipsé Québec solidaire de l'équation politique et médiatique.

Selon les données d'Influence communication, Québec solidaire a obtenu 7,06 % du poids média, contre 33,02 % pour le PQ, 30,8 % pour la CAQ, 27,67 % pour le PLQ et 1,45 % pour Option nationale. Une amélioration quantitative par rapport à 2008 qui cache un poids qualitatif plus marginal.

## L'angle mort des médias

Nous avons fait élire un député en 2008. Amir Khadir a vraiment marqué l'imaginaire québécois. Cela nous a aidés à structurer notre légitimité médiatique. En conséquence, nous avons été inclus dans certains débats, dont celui du débat des chefs du consortium des diffuseurs publics. Évolution « culturelle » très importante pour nous, car elle a eu des conséquences salutaires pour notre parti. Je regrette cependant l'absence de Jean-Martin Aussant à ce débat en l'absence d'arguments convaincants pour justifier la décision du consortium.

Malgré cette amélioration, nous sommes trop souvent restés dans l'angle mort des salles de presse et des journalistes. Particulièrement la dernière semaine de campagne. Bien des reportages n'ont mentionné que les trois « principaux » partis. Des débats, des tables rondes n'incluaient que des représentants de ces trois partis. La présence de Québec solidaire n'était pas régulière et elle s'opérait au cas par cas. Certaines rédactions invoquaient leur liberté éditoriale tout en basant leurs décisions sur des critères « objectifs » variables et plutôt arbitraires: intentions de vote, nombre d'élus, possibilité de former le prochain gouvernement, etc.

À quelques exceptions près, nos candidates et candidats sont aussi demeurés dans l'angle mort des médias nationaux. L'attention donnée à Québec solidaire a massivement été tournée vers Amir Khadir et moi-même. Selon Influence communication, 17 % de la couverture obtenue par Québec solidaire nous a été consacrée (pour les trois partis plus favorisés, ce poids oscille plutôt entre 43 % et 55 %). Cette situation nous a défavorisés dans des luttes locales où nous avions de bonnes chances de l'emporter.

## Une sollicitation médiatique plus ardue

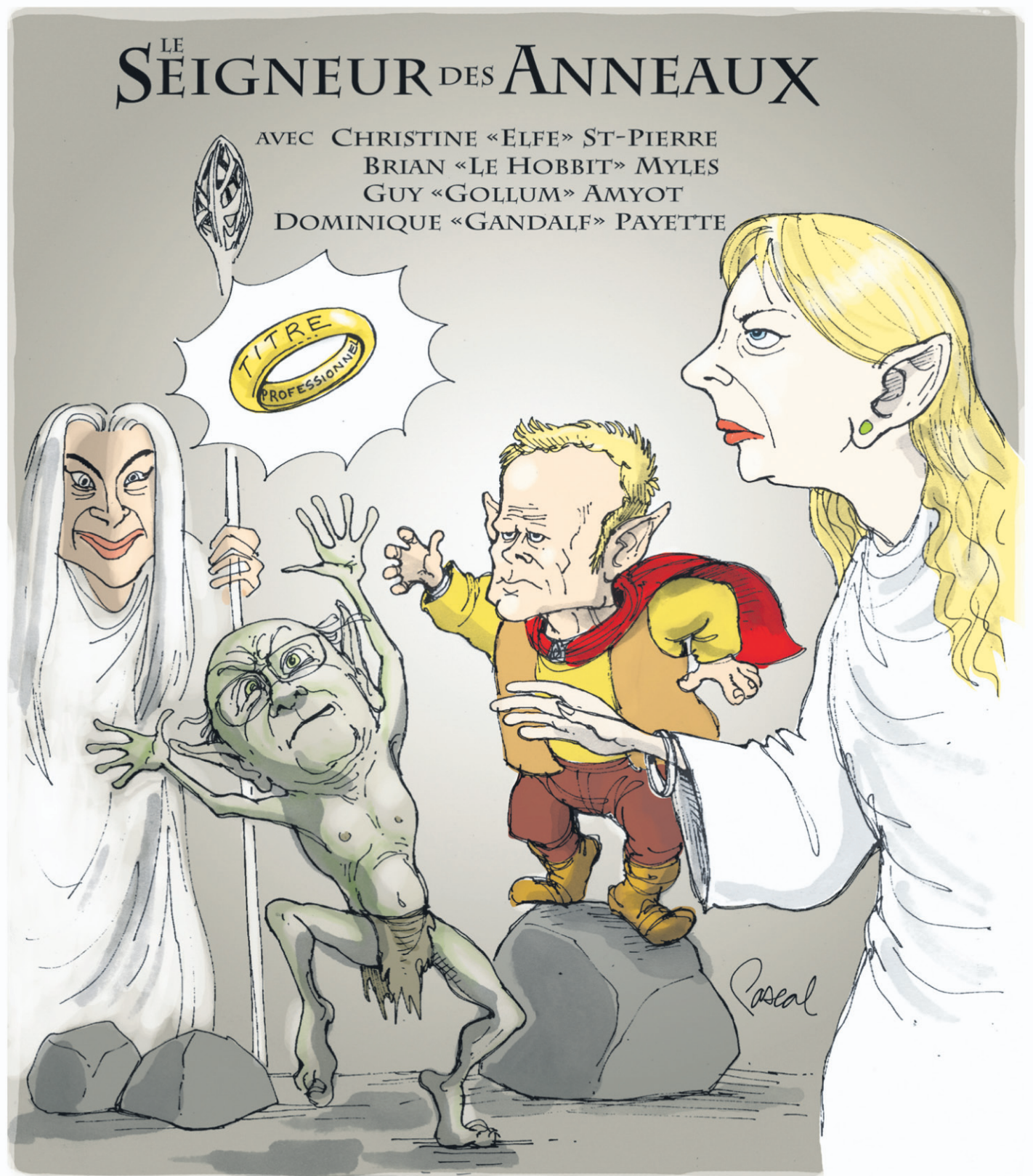
Alors que les trois principaux partis bénéficiaient d'une couverture constante dans les médias nationaux, il nous fallait au quotidien solliciter les salles de presse avec des résultats souvent positifs, parfois décevants. Force est de constater que les médias nationaux ne disposaient pas des ressources nécessaires pour effectuer une couverture constante de nos sorties: des médias ont souvent invoqué le manque de ressources pour justifier leur absence lors d'événements de presse. Le manque de ressources a été aussi l'argument principal invoqué alors que nous testions l'intérêt des médias pour nous accompagner dans un autobus de tournée. Nous avons donc abandonné le projet.

## Des solutions?

Pour l'avenir, je souhaite que l'évolution culturelle amorcée s'approfondisse et que les médias considèrent avec ouverture et sympathie l'évolution politique de la scène politique québécoise: il sera désormais normal que plusieurs partis crédibles et pertinents entrent dans la bataille électorale puisque nous vivons à l'ère du pluralisme des idées. La présence de plusieurs formations politiques en témoigne et ça n'est pas près de s'arrêter. Si les médias composent aujourd'hui avec trois partis, pourquoi pas quatre ou cinq? Plusieurs ont commencé à le faire, c'est donc possible.

Les directions des entreprises de presse gagneraient à clarifier leurs critères d'attribution des ressources ou d'invitation à de grands événements médiatiques en période électorale. Journalistes, politiques, et grand public, nous aurions alors une base commune pour évaluer leurs décisions. De plus, les médias pourraient, à défaut de pouvoir mobiliser plus de ressources, envisager de les mettre en commun, suivant le modèle parfois employé pour les campagnes politiques fédérales.

La démocratie ne peut que sortir gagnante d'une présence plus équilibrée dans l'espace public des différentes options politiques, les majoritaires comme les minoritaires, particulièrement en campagne électorale.



CARICATURE PASCAL ÉLIE

## Rester crédible dans un monde polarisé



**JEAN-MARTIN AUSSANT**  
L'auteur est chef d'Option nationale

En tant que chef d'Option nationale, un tout nouveau parti qui traversait ses premières élections générales, il me serait difficile, voire impossible, de poser un regard complètement objectif sur la campagne du 4 septembre. En fait, je pourrais ironiser et dire que je suis comme un journaliste finalement...

Ce que les médias ne contrôlent pas: la multiplication des partis

Avec le thème « Rester crédible dans un monde polarisé », il ne faut toutefois pas oublier que la politique québécoise est de plus en plus atomisée. Au déclenchement des élections, cinq partis étaient représentés à l'Assemblée nationale du Québec (PLQ, PQ, QS, CAQ, ON). Il est évident qu'un système parlementaire conçu pour deux partis d'alternance n'est plus applicable au Québec. Il entraîne de plus en plus d'iniquité dans l'allocation des sièges en respectant de moins en moins le vote populaire.

Pour le monde journalistique, la multiplication des options politiques et la fin du bipartisme demandent toute une adaptation. Il a semblé plus simple et habituel durant la campagne de se demander ce que pensaient le PLQ (Parti libéral du Québec), le PQ (Parti québécois) et l'ADQ/CAQ (Coalition avenir Québec) que d'avoir à couvrir, en plus, ON (Option nationale) et QS (Québec solidaire), qui avaient pourtant des candidats partout eux aussi. Mais il faudra bien que ça vienne, sinon on ne parle plus d'une information complète et objective.

## Ce que les médias contrôlent: les décisions de couverture

On m'a souvent demandé si les journalistes avaient suffisamment couvert Option nationale, qui a somme toute été peu visible malgré le fait que le parti avait un député à l'Assemblée nationale et qu'il présentait pas moins de 120 candidats partout au Québec.

La réponse ne peut pas être oui ou non. Certains médias nous ont donné une couverture très respectable. D'autres, non. J'ai toujours pensé qu'il s'agissait d'un réflexe de couvrir ce qu'on connaît plutôt que d'un complot visant à nuire à l'émergence d'Option nationale. J'appliquerais cette observation à la période préélectorale également, durant laquelle certains événements majeurs d'Option nationale étaient moins



PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE

L'exclusion d'Option nationale des débats des chefs a été la plus grande faille des médias.

couverts que le contenu du petit-déjeuner de François Legault. Si certains journalistes omettaient trop souvent de parler de nous dans leurs topos quand ils faisaient leur « tour d'horizon » de la colline, je préfère aussi croire que la partisanerie n'y a joué aucun rôle. Même quand l'un d'entre eux chaussait quelques jours plus tard les souliers de candidat pour le parti qui aurait le plus avantage à voir Option nationale disparaître.

## Les débats des chefs

L'exclusion d'Option nationale des débats des chefs a été la plus grande faille des médias, selon moi. La loi électorale, dans son esprit, aurait dû faire en sorte que j'y sois avec les quatre autres partis afin que les cinq partis à l'Assemblée nationale y soient représentés. Le DGEQ a été d'une mollesse déplorable dans cet épisode, mais les médias auraient tout de même pu être plus responsables. Tous les arguments qui étaient utilisés pour exclure ON s'appliquaient aussi à l'un des partis inclus aux débats. Option nationale a donc été délibérément exclue des débats pour des raisons partisanes, ce qui est inacceptable, selon moi. Il faudra un jour clarifier la loi électorale sur ce plan afin d'éviter que pareille injustice se reproduise de la part des médias.

## L'omniprésence des sondages

C'est une tendance lourde: les sondages prennent de plus en plus d'espace dans les campagnes électorales.

Dans les faits, la population est davantage informée du taux d'appui envers les partis que des idées et plateformes desdits partis. Ce n'est tout simplement pas normal. Il faudra penser à interdire la publication de sondages en période électorale (désolé pour les belles premières pages qu'ils permettent de faire). La publication à outrance de sondages a fortement encouragé le vote stratégique, qui est l'expression la plus triste des failles d'un système conçu pour deux partis.

## L'évolution des médias

Deux choses me sautent aux yeux en ce qui concerne l'évolution des médias au Québec. Premièrement, alors que les partis se multiplient, les médias se concentrent. Cette réalité rendra encore plus difficile une couverture variée, c'est mathématique. Des médias plus nombreux mèneraient à des lignes éditoriales plus variées. Deuxièmement, la multiplication des chroniqueurs et la quasi-disparition de journalistes objectifs et professionnels sont inquiétantes. Certains chroniqueurs ne donnent que dans l'anecdote, ne font aucune vérification des faits et émettent des opinions provocatrices pour vendre de la copie. J'en suis fort aise pour le propriétaire du média concerné, mais c'est désolant pour l'information du public qui lit un journal ou écoute un bulletin de nouvelles comme s'il s'agissait de la vérité

## BELL-ASTRAL

## Une bonne nouvelle pour les journalistes québécois ?

JÉRÔME LABBÉ

Dans quelques jours, le CRTC fera connaître sa décision concernant la vente d'Astral à Bell. Cette transaction de 3,4 milliards – la plus importante de l'histoire des médias au Canada – entraînerait notamment la création d'une nouvelle chaîne francophone d'information en continu. Pour une fois, la concentration des médias aurait-elle un effet bénéfique sur la diversité des voix au Québec? Quant aux journalistes, y trouveront-ils leur compte?

«Moi, je pense que pour le Québec, on est gagnants, estime Daniel Giroux, secrétaire général du Centre d'études sur les médias de l'Université Laval. Parce qu'en plus, ils promettent d'investir davantage que ne le faisait Astral pour des productions québécoises. Cette transaction-là cause plus de problèmes au Canada anglais, où la concentration est encore plus vive. Ici, ça renforce la concurrence à Québec, alors que là-bas, ça consolide le principal acteur.»

Bell est effectivement en situation d'omniprésence dans l'univers médiatique canadien avec ses services de télédiffusion et de téléphonie mobile, ses chaînes de télévision (dont CTV et TSN), ses stations de radio et sa participation financière dans le *Globe and Mail*. Or, l'entreprise ne produit pratiquement aucun contenu au Québec. Le directeur de l'information d'Astral Radio, Éric Latour, s'attend à être impliqué dans le projet.

«Je ne pense pas que Bell va lancer une chaîne d'information en continu sans collaborer avec les journalistes de la radio, concède-t-il. Ce serait un non-sens. Astral emploie 60 journalistes au Québec dans 24 stations de radio. Il y a les journalistes de CTV de l'autre côté de la rue [Papineau, au centre-ville de Montréal], il y a des journalistes sportifs qui travaillent déjà pour RDS Télé, peut-être bientôt pour RDS Radio1. C'est clair que Bell a déjà une bonne base pour démarrer un projet comme celui-là.»

Sans se positionner officiellement sur la question, le président de la FPJQ, Brian Myles, espère que l'arrivée d'un nouveau joueur entraînera un nivellement par le haut des normes journalistiques. «On peut faire de l'agrégation de contenu ou de l'information à rabais, mais le journalisme, ça nécessite des ressources. Nous, ce qu'on veut, c'est encourager le rehaussement des standards et non une baisse. Parce qu'il y a déjà assez de perroquets qui répètent et reprennent le contenu des autres en ce moment. Ce dont on a besoin, c'est du contenu original et de qualité.»

# La transparence au bout des doigts

Conception : Christine Hébert et Rémi Nolet; photo : Daniel Samson-Legault

[www.lobby.gouv.qc.ca](http://www.lobby.gouv.qc.ca)

COMMISSAIRE AU  
LOBBYISME  
DU QUÉBEC

10 ANS  
2002-2012

Relations médias  
Daniel Labonté  
418 953-6286

Pour vos **assurances auto, habitation et entreprise**,  
mieux vaut être à la bonne place.



Un partenariat qui vous offre des tarifs préférentiels,  
ainsi que des protections et un service personnalisés.

DEMANDEZ UNE SOUMISSION  
1 888 476-8737

[lapersonnelle.com/fpjq](http://lapersonnelle.com/fpjq)

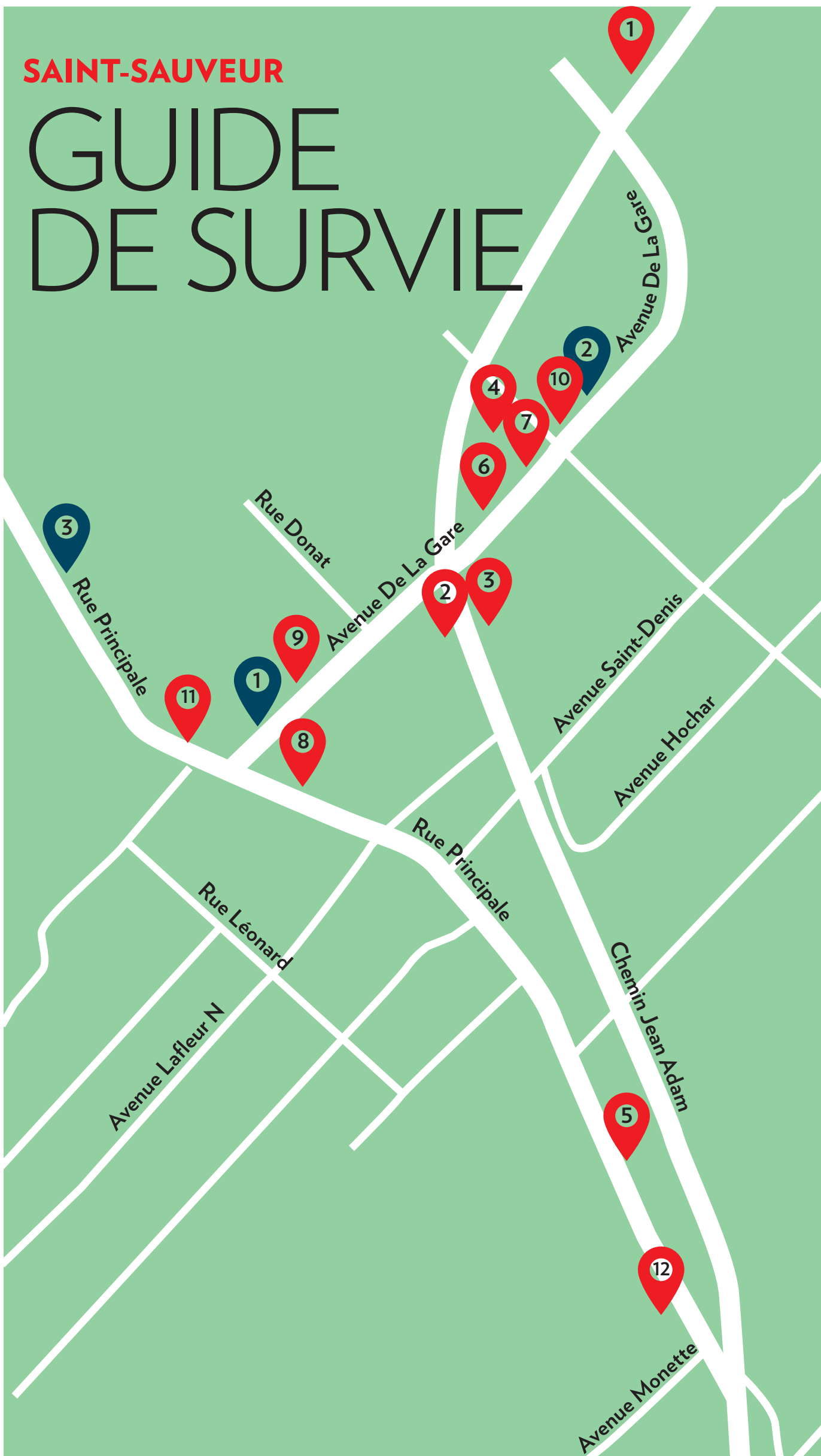
Certaines conditions s'appliquent.

**J** FÉDÉRATION  
PROFESSIONNELLE  
DES JOURNALISTES  
DU QUÉBEC

**laPersonnelle**  
Assureur de groupe auto, habitation  
et entreprise

La bonne combinaison.

## CONGRÈS FPJQ



## SAINT-SAUVEUR

## GUIDE DE SURVIE

Au-delà du profil majestueux de ses montagnes, la Vallée de Saint-Sauveur est reconnue pour son *night life*, sa panoplie de restaurants et la qualité de ses boutiques et galeries d'art. La rue principale et le parc Georges-Filion, avec son agora nouvellement aménagée, constituent le rendez-vous par excellence des touristes et villégiateurs. Côté bouffe, une multitude de choix sont offerts en fonction du portefeuille et des goûts. Restauration rapide, sushis, mets italiens ou asiatiques, tout se trouve à quelques pas de marche des lieux du congrès.



## VOICI QUELQUES ADRESSES POUR SE SUSTENTER

- ❶ LE ST-HUB RESTO-BAR  
725 chemin Jean-Adam (\$\$)
- ❷ LA CAGE AUX SPORTS  
75, avenue de la Gare (\$\$)
- ❸ PIZZA HUT  
75, avenue de la Gare (\$\$)
- ❹ SUSHI SHOP  
224C-220 du Lac-Millette (\$\$)
- ❺ CRÊPERIE  
À LA GOURMANDISE BRETONNE  
396 rue Principale, Saint-Sauveur (\$\$)
- ❻ LE CAFÉ DE LA GARE  
90, avenue de la Gare (\$\$\$)
- ❼ LE SUSHI TAXI  
100, avenue de la Gare (\$\$\$)
- ❽ LE VIEUX FOUR  
252, rue Principale (\$\$\$)
- ❾ PIZZEDELIC  
16, avenue de la Gare (\$\$\$)
- ❿ RESTAURANT SUBWAY  
191 avenue de la Gare (\$)
- ⓫ 40 NORTH STEAKHOUSE BAR  
235, rue Principale (\$\$\$\$)
- ⓬ FELICIANO  
415 Rue Principale (\$\$\$\$)  
\*Apportez votre vin



## QUELQUES ENDROITS POUR SORTIR

Plusieurs restos proposent d'étirer le plaisir tard en soirée. C'est le cas notamment du resto-bar Carol à gogo, qui propose des musiciens en direct les vendredis et samedis

❶ (16, avenue de la Gare). Le café-bar Le Lounge s'anime également dès la tombée du jour

❷ (193, avenue de la Gare). Par ailleurs, quiconque visite Saint-Sauveur se doit de découvrir Les vieilles portes, une résidence historique de style victorien construite en 1886. Après avoir servi de résidence, l'endroit fut reconverti en lieu de villégiature puis en pension, en plus d'abriter la première banque du village; sa voûte est toujours à la cave. La propriété a ensuite servi d'auberge aux skieurs, pour devenir, en 1980, un bar à spectacles

❸ (185, rue Principale).

Convention de Poste Publications No 40046169  
No d'enregistrement 4585585 / Retourner toute correspondance ne pouvant être livrée au Canada à FPJQ, 1012, Mont-Royal est, bureau 105, Montréal, Qc, H2J 1X6

VOUS AVEZ DES QUESTIONS ?  
ON A DES RÉPONSES.

AVEC UN CPA, LE DERNIER MOT  
EST TOUJOURS UN CHIFFRE.

Relations avec les médias :  
514 288-3256 [3024] • 1 800 363-4688 [3024]

**CPA**

COMPTABLES  
PROFESSIONNELS  
AGRÉÉS DU QUÉBEC